Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 10 septembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°718 ■

ATTAQUE SIONISTE CONTRE DES DIRIGEANTS DU HAMAS À DOHA

L'Algérie condamne

P 16

PLUSIEURS CONTRATS SIGNÉS DANS LE DOMAINE INDUSTRIEL À L'IATF 2025

Le «made in Algeria» s'impose en Afrique

L'Algérie confirme sa montée en puissance sur le plan économique africain. À l'occasion de la Foire du commerce intra-africain (IATF 2025) qui se poursuit à Alger, plusieurs entreprises et groupes industriels algériens ont signé une série d'accords commerciaux, de protocoles d'entente et de contrats d'exportation, consolidant ainsi leur position de leaders régionaux. P 3

IATF 2025

Alger consacre son rôle de carrefour africain

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) connaît déjà un vif succès. En accueillant ce rendez-vous continental, l'Algérie démontre son rôle de pivot économique et diplomatique en Afrique. Depuis le début de la semaine, le Centre international des conférences a réuni près de 2 000 exposants et quelque 40 000 visiteurs, avec déjà 170 contrats signés pour un montant global estimé à 40 milliards de dollars. Et les organisateurs s'attendent à d'autres accords majeurs lors de la dernière journée.

P 2

PLUSIEURS QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES À L'ORDRE DU JOUR

Sonatrach prend part à Milan à «Gastech»

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, prend part, à la tête d'une importante délégation de cadres dirigeants, à la conférence et exposition internationale de l'énergie "Gastech", prévue à Milan (Italie) du 9 au 12 septembre courant, a indiqué, hier, un communiqué du groupe.

P 5

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or frôle les 3 700 dollars

L'or s'apprête à atteindre un nouveau sommet historique ce mardi, se maintenant largement au dessus du seuil des 3.600 dollars franchi lors de la séance précédente. Les paris croissants sur une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine ont affaibli le dollar, stimulant la demande pour le métal précieux.

P 4

COOPÉRATION PHARMACEUTIQUE

Saidal explore de nouveaux partenariats avec la Tanzanie P 2

POUR RÉDUIRE SA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

L'Afrique appelée à accélérer sa transformation industrielle P 3

FOURNITURES SCOLAIRES

48 marchés de proximité ouverts dans six wilayas de l'Ouest P 5

COOPÉRATION PHARMACEUTIQUE

Saidal explore de nouveaux partenariats avec la Tanzanie

Par S R.

Le Groupe Saidal a reçu, hier, une délégation officielle conduite par Son Excellence M. Iman S. Njalikai, ambassadeur de la République-Unie de Tanzanie en Algérie, accompagné d'un groupe d'hommes d'affaires tanzaniens, a indiqué la société dans un communiqué.
La rencontre s'est tenue au siège de la direction générale du groupe pharmaceutique, en présence de la Présidente Directrice Générale, Mme Nabila Benygzer née Ouaret, entourée de plusieurs cadres dirigeants.
En effet, les discussions ont porté sur les atouts de Saidal, ses capacités industrielles et son expertise dans la production et le développement de médicaments, ainsi que sur les opportunités offertes par le marché tanzanien.
À l'issue des échanges, les deux parties ont affiché une volonté commune d'établir des partenariats durables. Dans un premier temps, il s'agira d'ouvrir la voie à l'exportation des produits Saidal vers la Tanzanie. À moyen terme, la coopération devrait s'élargir au développement de projets pharmaceutiques dans ce pays d'Afrique de l'Est, grâce au transfert de savoir-faire et de technologies. Cette visite intervient en marge du Salon du Commerce Intra-Africain (IATF), un événement économique continental qui favorise la création de nouvelles synergies, la diversification des échanges et la promotion d'une coopération Sud-Sud au service du développement du continent africain.

IATF 2025

Alger consacre son rôle de carrefour africain

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) connaît déjà un vif succès. En accueillant ce rendez-vous continental, l'Algérie démontre son rôle de pivot économique et diplomatique en Afrique. Depuis le début de la semaine, le Centre international des conférences a réuni près de 2 000 exposants et quelque 40 000 visiteurs, avec déjà 170 contrats signés pour un montant global estimé à 40 milliards de dollars. Et les organisateurs s'attendent à d'autres accords majeurs lors de la dernière journée.

Par M. A.

Invité d'AL24news, Karim Zeribi, ancien député européen et président du Conseil mondial de la diaspora algérienne (CMDA), a rappelé que l'Afrique dispose d'1,5 milliard d'habitants, avec une moyenne d'âge de seulement 19 ans, contre 42 ans en Europe. Une jeunesse foisonnante qui représente un levier de transformation. « Cet événement est un moment fort qui met l'accent sur le développement économique du continent », a-t-il ajouté.
Le potentiel est colossal : 50 millions de PME et micro-entreprises, des sous-sols regorgeant de pétrole, de gaz, de lithium, de cobalt et d'or, ainsi que 60 % des terres cultivables de la planète. « Si l'Afrique exploitait pleinement ses terres, elle pourrait nourrir l'ensemble de la planète », a insisté l'ancien eurodéputé.
Pourtant, le commerce intra-africain ne représente encore que 15 % des échanges, loin derrière l'Europe où il atteint 65 %.
Dans ce contexte, l'IATF apparaît comme une plateforme incontournable pour renforcer l'intégration économique africaine. « C'est un symbole fort de recevoir à Alger des chefs d'État, des entreprises et des experts pour évoquer le libre-échange entre pays du continent », a expliqué M. Zeribi, en insistant sur la nécessité de bâtir des rapports « gagnant-gagnant » et d'en finir avec les pratiques de pillage des ressources africaines. L'Algérie, par sa position géographique et son dynamisme interne, se place au cœur de cette transformation.
Avec ses 47 millions d'habitants, 54 millions en comptant la diaspora, le pays dispose d'atouts considérables : 7e producteur mondial de gaz, 17e de pétrole, 75 % de la population âgée de moins de 35 ans, 2 millions d'universitaires et 98 % de scolarisation au primaire. « L'Algérie a un potentiel énorme et peut jouer un rôle de leader en impulsant une dynamique continentale », a estimé le président du CMDA, rappelant aussi que le pays a formé 65 000 étudiants africains au cours des dernières décennies. La diaspora, considérée comme la « 6e région africaine » par l'Union africaine, occupe également une place centrale dans cette équation. Elle représente 200 millions de personnes dans le monde, dont 7 millions d'Algériens.
Ses transferts financiers vers l'Afrique oscillent entre 95 et 100 milliards de dollars par an, soit davantage que l'aide au développement estimée à 73 milliards. « La diaspora est une véritable force de frappe, non seulement financière, mais aussi en termes de savoir-faire et d'entrepreneuriat », a souligné M. Zeribi.
L'IATF 2025 a permis de matérialiser cet engagement. Le Conseil mondial de la diaspora algérienne (CMDA), créé en mars 2024, a dépêché une délégation de 100 membres, composée de chefs d'entreprise, de médecins, de juristes et de cadres, venus à Alger pour rencontrer les acteurs économiques nationaux et les autorités.

INNOVATION ET COOPÉRATION INDUSTRIELLE CONTINENTALE

Signature de deux conventions et d'un accord à l'IATF 2025

Par R. E.

Deux conventions et un accord ont été signés, lundi au Palais des expositions des Pins maritimes, pour soutenir les incubateurs d'entreprises, financer les projets innovants et établir des partenariats industriels continentaux stratégiques, et ce, en marge de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient du 4 au 10 septembre à Alger.
La cérémonie de signature de deux conventions relatives au financement des incubateurs a été présidée par le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah.
Les conventions ont été signées par le Directeur général de l'accélérateur public Algeria Venture, Lyes Abdoun, avec, d'une part, l'incubateur Advalians, représenté par sa Directrice, Rima Dib, et, d'autre part, l'incubateur Leancubator, représenté par son Directeur, Abdelfattah Harizi.
Ces deux conventions portent sur l'organisation et le lancement du programme d'incubateur Kick-Start, destiné aux projets innovants labellisés, dans le cadre du soutien et du développement de l'écosystème des start-up.
Dans une allocution à cette occasion, le ministre a précisé que le financement de ces deux incubateurs, dans le cadre de ces conventions, participe des efforts visant à transformer les projets innovants en start-up, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à atteindre l'objectif de 20.000 start-up. Par ailleurs, le stand du complexe GISB Electric au Palais des expositions a vu la signature d'un accord de partenariat stratégique entre ce groupe industriel et la société soudano-éthiopienne Masaly International Trade and Investment Co. Ltd, opérant dans les domaines du commerce, des industries électriques, des équipements et des métaux.
D'une valeur de 130 millions de dollars, cet accord représente une étape importante dans la coopération industrielle et commerciale entre l'Algérie et le Soudan, ouvrant des perspectives prometteuses pour l'investissement conjoint et le soutien aux initiatives régionales dans le domaine de l'électricité.
Les deux parties ont affirmé que cette démarche reflète la volonté commune de construire des partenariats économiques solides et durables à même de renforcer l'intégration industrielle et commerciale du continent africain et de consolider la position des deux pays en tant qu'acteurs clés du processus de développement régional.

IATF 2025

Obasanjo salue le haut niveau ayant marqué la 4e édition

Par R E.

L'ancien président du Nigeria et président du Conseil consultatif de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), M. Olusegun Obasanjo, a salué, lundi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), le haut niveau ayant marqué la 4e édition de l'IATF, mettant en avant, à cet égard, les efforts du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Lors d'une séance de dialogue en marge de la foire, M. Obasanjo a déclaré que "durant les huit dernières années, quatre éditions de cette foire ont été organisées, et à chaque édition nous avons atteint un niveau supérieur", ajoutant que cette édition "a été exceptionnelle et d'un haut niveau".
L'ancien président du Nigeria a salué "les efforts déployés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin d'assurer le succès de cette édition, dans l'intérêt de l'Algérie et de l'Afrique en général".
Soulignant "l'importance de relancer le développement à l'échelle du continent africain afin d'instaurer la stabilité et de protéger ses peuples des conflits et des différends", M. Obasanjo a relevé que "la plupart des conflits que connaît le continent découlent de la mauvaise gestion et du manque de solutions". Pour le président du Conseil consultatif de l'IATF, "il est indispensable de concrétiser l'unité africaine et de mettre en avant le rôle essentiel que peut jouer la diaspora africaine à cet égard", rappelant que les pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avaient bien compris que "ce dont le continent a réellement besoin, c'est l'unité de ses peuples".
Concernant l'IATF, il a précisé qu'elle constitue "une opportunité pour découvrir les producteurs et les produits africains, et d'explorer les moyens de les développer par le biais des institutions purement africaines telles que Afreximbank, ainsi que par la mise en place de la zone de libre-échange".
"La transformation et l'intégration économiques nécessitent une adaptation de nos législations pour avancer et s'éloigner de toute dépendance vis-à-vis de l'Occident", a-t-il dit, appelant les pays africains à "unifier leurs efforts pour rattraper le retard et garantir l'avenir des peuples de notre continent".

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS CONTRATS SIGNÉS DANS LE DOMAINE INDUSTRIEL À L'IATF 2025

Le «made in Algeria» s'impose en Afrique

L'Algérie confirme sa montée en puissance sur le plan économique africain. À l'occasion de la Foire du commerce intra-africain (IATF 2025) qui se poursuit à Alger, plusieurs entreprises et groupes industriels algériens ont signé une série d'accords commerciaux, de protocoles d'entente et de contrats d'exportation, consolidant ainsi leur position de leaders régionaux.

Par Zahir R.

Ce succès marque une percée notable de l'industrie algérienne, de plus en plus tournée vers l'international, en particulier les marchés africains en forte croissance. En effet, hier mardi, des contrats et accords portant sur plusieurs milliards de dollars ont été conclus dans des secteurs vitaux tels que la sidérurgie, l'industrie agroalimentaire, les matériaux de construction et les petites et moyennes entreprises.

S'ajoute à cela la signature d'un contrat d'approvisionnement entre le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) et la société « Ciment du Nord Mauritanien » pour l'approvisionnement du marché mauritanien. Une quantité de 360 000 tonnes de clinker sera ainsi exportée vers la Mauritanie, destinée à l'alimentation de deux usines à Nouakchott et Nouadhibou.

À cela s'ajoute la conclusion de trois accords entre l'entreprise « Amimer Energy » et des sociétés tchadiennes. De même, trois accords ont été signés entre la société « Chery » et des entreprises algériennes dans le cadre de la sous-traitance.

Pour sa part, le groupe « SNS », spécialisé dans la sidérurgie, a conclu plusieurs protocoles préliminaires d'une valeur globale de 950 millions de dollars avec des entreprises internationales et africaines dans le domaine du développement d'activités industrielles. La cérémonie de signature s'est déroulée en marge de la participation du Holding SNS à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), en présence du Secrétaire général du ministère de l'Industrie, Salem Ahmed Zaid, du PDG de la société, Adel Khemane, du Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que de cadres du ministère de l'Industrie, de la société et de ses filiales. Il s'agit de la signature de huit protocoles avec des entreprises du Sénégal, d'Égypte et de Chine, qui permettront, selon les explications fournies, de renforcer la coopération industrielle, de soutenir les capacités nationales en termes de fabrication, de qualité et d'exportation, et de créer des emplois directs et indirects aux niveaux local et régional.

L'autre société leader dans la sidérurgie, à savoir la société algéro-qatarie de sidérurgie (AQS), a signé trois contrats d'exportation de ses produits vers des pays d'Afrique de l'Ouest, pour une valeur totale de 420 millions de dollars américains. Un accord a été signé avec la société Uni Steel d'une valeur de 195,624 millions de dollars, une convention avec la société libyenne « Al-Najah » d'un montant de 98,280 millions de dollars, ainsi qu'un contrat commercial de 5,395 millions de dollars qui sera exécuté au cours du mois de septembre, et enfin un accord avec la société nigériane « Al-Sahel » d'un montant de 121 millions de dollars. De son côté, la société holding algérienne des spécialités chimiques « ACS » a signé 10 accords et contrats commerciaux avec la Mauritanie, la Guinée, le Sénégal et la Tunisie, pour une valeur initiale de 15 millions de dollars. Ces accords portent sur l'exportation de peintures, plastiques, papiers/cartons, produits de nettoyage et d'entretien automobile, avec un potentiel d'évolution entre 40 et 50 millions de dollars, selon son PDG, Samir Yahiaoui.

Par ailleurs, la société « BAIC », spécialisée dans l'industrie automobile, et la société sud-africaine « Veltex Trim » ont signé un accord pour la fabrication d'équipements et d'accessoires automobiles. À cela s'ajoute la signature de deux accords entre l'entreprise algérienne « VMS », spécialisée dans la production de motos, et des sociétés maliennes et libyennes. De même, la société algérienne « Brix » a signé deux accords avec des entreprises libyennes et tunisiennes.

En somme, ces accords témoignent de la compétitivité croissante des entreprises algériennes sur le marché africain et traduisent une stratégie claire d'exportation, de partenariat et de souveraineté industrielle.

POUR RÉDUIRE SA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

L'Afrique appelée à accélérer sa transformation industrielle

Par Réda Hadi

L'Afrique est appelée à renforcer ses capacités de recherche pour accélérer sa transformation industrielle et économique. Les pays africains doivent investir davantage dans la recherche scientifique et technologique pour développer leurs économies et réduire leur dépendance aux matières premières. Actuellement, les investissements dans la recherche sont faibles, ce qui limite les capacités d'innovation et de développement de technologies adaptées aux besoins locaux. C'est ce qu'a affirmé un responsable à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), lors du lancement officiel du Centre africain de recherche et d'innovation (ARIH) dans le cadre de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025).

Au cours de cette inauguration, tous le présents se sont accordés à dire qu'il est essentiel que l'Afrique augmente ses investissements pour stimuler la transformation industrielle en 2025 pour plusieurs raisons clés : A savoir la diversification économique pour réduire la dépendance économiques, ainsi que le développement des infrastructures. Ce qui permettra une plus grande intégration régionale

Par ailleurs, l'Afrique est confrontée à des défis énergétiques et climatiques importants, notamment la dépendance aux combustibles fossiles et les phénomènes météorologiques extrêmes. Et en cela , il faut investir dans les énergies renouvelables et des politiques économiques adaptées au climat est crucial pour réduire les risques et soutenir une croissance durable.

C'est dan cette vision des choses que l'expert d'Afreximbank souligne l'importance de la recherche pour la transformation industrielle en Afrique. Ils estiment que les gouvernements doivent prendre des mesures pour encourager l'innovation et la recherche, notamment en augmentant les financements dédiés à la recherche scientifique et technologique.

Les universités et les instituts de recherche doivent également être renforcés pour produire des résultats pertinents et applicables.

Les avantages de l'investissement dans la recherche sont nombreux. Cela permettra à l'Afrique de réduire sa dépendance technologique vis-à-vis de l'étranger, de créer des emplois de haute qualité et d'augmenter sa compétitivité sur le marché mondial. De plus, la recherche peut contribuer à résoudre les défis majeurs auxquels l'Afrique est confrontée, tels que la pauvreté, les maladies et les changements climatiques. En conclusion, investir dans la recherche est essentiel pour la transformation industrielle et économique de l'Afrique. Les gouvernements et les acteurs économiques doivent prendre des mesures concrètes pour encourager l'innovation et la recherche, gage d'un avenir meilleur pour les populations africaines.

IATF 2025

Les startups algériennes à l'honneur

Par Mourad A.

L'Algérie a marqué un tournant majeur lors de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), où ses start-up se sont imposées comme de véritables acteurs de l'intégration économique du continent. Avec des contrats d'envergure et une présence remarquée, elles affichent désormais des ambitions internationales portées par un accompagnement institutionnel renforcé. Dès les premiers jours de l'événement, la délégation algérienne s'est distinguée par la richesse de son pavillon start-up, qui a réuni plus de 70 jeunes pousses africaines, dont une majorité venues d'Algérie, opérant dans l'agriculture, la santé, l'éducation ou encore les technologies de l'information. « Les start-up sont aujourd'hui au cœur de la transformation économique africaine. Nous avons veillé à ce qu'elles brillent au maximum et qu'elles tirent profit de cet événement majeur », a souligné Noureddine Ouadah, ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Parmi les temps forts, deux contrats ont marqué les esprits. Le premier, d'une valeur de 150 millions de dollars sur cinq ans, a été signé par une start-up algérienne spécialisée dans la chaîne de valeur automobile avec cinq constructeurs sud-africains. Au-delà de l'approvisionnement, ce partenariat ouvre la voie à un transfert d'expertise et de matières premières, permettant à l'écosystème automobile algérien d'accroître son taux d'intégration. Le second concerne Benos Technologies, déjà connue pour ses réalisations en pleine crise sanitaire, qui a conclu un accord avec le gouvernement de Namibie pour élaborer une stratégie nationale de génération d'oxygène, avant de déployer des générateurs « Made in Algeria » sur le sol namibien.

Pour le ministre, ces succès ne sont qu'un début. « Hier, deux start-up algériennes ont signé des contrats de plusieurs dizaines de millions de dollars. Cela prouve que notre écosystème est attractif et compétitif à l'échelle du continent », a-t-il affirmé, rappelant que « les meilleurs accords se scellent souvent dans les derniers jours de ce type de manifestation ». Au-delà des signatures, l'IATF a été l'occasion de consolider les bases financières et juridiques nécessaires à l'essor des jeunes entreprises. Le ministre a rappelé la mise en place du Fonds commun de placement à risque (FCPR), permettant désormais au secteur privé et aux institutions internationales de lancer facilement des fonds d'investissement en Algérie. Un premier fonds privé a d'ailleurs vu le jour récemment, renforçant la crédibilité du pays auprès d'investisseurs venus « de tous les continents ». L'Algérie ne cache pas ses ambitions : atteindre l'objectif fixé par le président de la République de 20 000 start-up. Pour y parvenir, le gouvernement mise sur un double levier : la création en masse de jeunes entreprises innovantes et la sélection de « pépites » capables de devenir des champions à l'échelle africaine.

C'est dans ce cadre qu'Algeria Ventures a signé deux contrats avec des incubateurs privés, destinés à transformer les projets les plus prometteurs en start-up compétitives. L'internationalisation figure également au cœur de la stratégie. Le programme ASEP (Algerian Startup Expedition Programme), lancé l'an passé, a déjà permis à des start-up de s'ouvrir aux écosystèmes américains, coréens et chinois. Concernant le rendez-vous incontournable «African Startup Conference», organisée chaque année à Alger depuis 2022, le ministre a annoncé que la prochaine édition, prévue du 6 au 8 décembre 2025, ambitionne de mobiliser des fonds africains pour l'innovation, en particulier dans des secteurs stratégiques comme l'intelligence artificielle. « Nous devons financer nos propres start-up en IA, pour développer des modèles compatibles avec nos cultures et nos besoins, et ne pas rester de simples consommateurs de technologies importées », a averti le ministre, insistant sur la souveraineté numérique africaine. Au terme de l'IATF, le constat est clair : les start-up algériennes franchissent un cap décisif. Avec des contrats historiques, un environnement financier rénové et une projection internationale assumée, elles se positionnent comme des acteurs incontournables du marché africain. « Tout est à prendre dans cette manifestation qui fait rayonner l'Algérie en Afrique et dans le monde. Nous continuerons à accompagner nos jeunes jusqu'à la dernière minute », a-t-il conclu.

ALGÉRIE-NIGÉRIA

Examen de la coopération dans le domaine de l'agriculture

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a reçu, lundi, une délégation nigériane conduite par le commissaire au ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Investissement du Nigéria, Muhammad Salis Gamawa, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération agricole bilatérale, indique un communiqué du ministère. La délégation nigériane était composée d'un nombre de cadres participant à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient à Alger du 4 au 10 septembre. Lors de cette rencontre, qui a eu lieu au siège du ministère, les deux parties ont évoqué les principales composantes et caractéristiques du secteur agricole dans les deux pays, les capacités et les atouts dont ils disposent, ainsi que les opportunités de renforcement du partenariat et de la coopération dans plusieurs domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Les deux parties sont convenues d'"étudier les moyens et les mécanismes d'échange d'expertises entre les deux pays notamment dans les domaines de l'agriculture saharienne, des systèmes d'irrigation économes en eau, des infrastructures de stockage, de la logistique, et de l'industrie de transformation, ainsi que d'autres domaines d'intérêt commun", note le communiqué.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or frôle les 3.700 dollars

L'or s'apprête à atteindre un nouveau sommet historique ce mardi, se maintenant largement au dessus du seuil des 3.600 dollars franchi lors de la séance précédente. Les paris croissants sur une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine ont affaibli le dollar, stimulant la demande pour le métal précieux. L'or au comptant progressait de 0,4 % à 3.647,98 dollars l'once à 07h26, après avoir atteint un record de 3.659,10 dollars plus tôt dans la séance. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre avançaient de 0,3 %, à 3.688,10 dollars. La montée des spéculations sur une baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale a affaibli le dollar et fait reculer les rendements obligataires, renforçant l'attrait du métal précieux. Depuis le début de l'année, le prix de l'or a bondi de près de 39 %, soutenu également par les achats des banques centrales et un contexte économique incertain. Sur les autres marchés, l'argent progressait légèrement à 41,35 dollars l'once, le platine gagnait 0,8 % à 1.394,12 dollars et le palladium montait de 1,4 % à 1.149,61 dollars.

TRAVAUX PUBLICS

L'Algérie veut exporter son savoir-faire vers les pays africains

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a affirmé, lundi à Alger, que la grande expertise acquise par les entreprises algériennes dans la réalisation de routes, de barrages et de lignes ferroviaires, les habilite à mettre ce savoir-faire au service des pays africains.
Lors d'une visite aux pavillons de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) qui se tient au Palais des expositions des Pins maritimes, le ministre a mis en avant le rôle clé du secteur des transports dans la stimulation du commerce intérieur et extérieur, affirmant que les entreprises algériennes ont accumulé une grande expérience en matière de réalisation des routes, des barrages et des lignes ferroviaires et que "le moment est venu de mettre ce savoir-faire au service des pays africains". Pour le ministre, l'IATF constituait une plateforme pour renforcer les partenariats économiques entre l'Algérie et les pays du continent, ouvrant la voie à la conclusion d'accords et de mémorandums d'entente, notamment dans les domaines des transports et des travaux publics, ajoutant que la participation vise à offrir des opportunités de rencontre et de mise en relation entre entreprises africaines et étrangères dans la perspective de signer des accords de partenariat encourageant l'investissement et la coopération. Il a annoncé la signature d'un mémorandum d'entente lors de cette foire entre des entreprises algériennes et des bureaux d'études de la Guinée, en prévision de l'exécution de projets ferroviaires dans ce pays, estimant que la valeur des transactions n'était pas le principal axe, l'importance de ces accords étant de préparer le terrain aux entreprises algériennes grâce aux informations fournies par les bureaux d'études au sein des pays africains, en prélude à l'ouverture des marchés aux sociétés de réalisation algériennes. Le ministre a rappelé à l'occasion les projets stratégiques de son secteur, susceptibles de fluidifier le commerce dans le continent, à l'instar du réseau routier, dont 10000 km ont été réalisés à hauteur de 90%, et de l'axe principal reliant Alger et Lagos (Nigeria), dont le taux de réalisation avoisine 99%. M. Rekhroukh a mis en avant le rôle des ports et le mégaprojet ferroviaire qui reliera les ports du nord à la ville de Tamanrasset et s'étendra aux frontières avec le Mali et le Niger jusqu'au Nigeria, assurant ainsi un transport fluide des marchandises.

RENTRÉE SOCIALE, SERVICE PUBLIC, LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Les instructions du ministre de l'Hydraulique

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a présidé hier une réunion de travail consacrée au suivi des préparatifs de la rentrée sociale, notamment en ce qui concerne le renforcement des efforts pour offrir un service public de l'eau à la hauteur des attentes des citoyens. La réunion s'est tenue en présence des cadres de l'administration centrale, ainsi que des directeurs généraux des établissements sous tutelle, précise le ministère dans un communiqué.
Au cours de cette rencontre, le ministre a insisté sur la nécessité de prendre toutes les mesures préventives afin d'éviter les risques d'inondation. Il a donné instruction de poursuivre le lancement de vastes campagnes intensives de nettoyage des réseaux d'assainissement à travers les différentes wilayas. En clôture de la réunion, ajoute la même source, le ministre a appelé l'ensemble des cadres à intensifier les efforts et à coordonner les actions en vue de rehausser la qualité du service public de l'eau et de répondre aux besoins des citoyens dans les meilleures conditions.

TRANSPORTS

Des instructions pour accélérer l'ouverture d'un port dédié à l'exportation du ciment

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a donné, lundi à Alger, des instructions pour accélérer les préparatifs en vue de l'ouverture d'un port dédié à l'exportation du ciment, indique un communiqué du ministère. Le ministre a donné ses instructions lors de la réunion de coordination qu'il a présidée au siège du ministère, en présence du PDG du Groupe Services portuaires (Serport), des directeurs généraux des ports et de cadres centraux du ministère, pour examiner les moyens de mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné la mise à disposition d'un port dédié à l'exportation du ciment, afin de renforcer les exportations nationales et de soutenir l'économie nationale hors hydrocarbures. A cet effet, M. Sayoud a donné des "instructions strictes pour évaluer tous les ports nationaux afin d'identifier ceux éligibles à l'exportation du ciment dans les meilleurs délais, en tâchant de finaliser rapidement les études techniques et réglementaires nécessaires au lancement effectif de cette opération dans de bonnes conditions", précise la même source.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 07 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Septembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	57	64	49	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	71	84	57	الطماطم		
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف		
	Ail sec	534	613	456	الثوم الجاف		
	Carotte	98	109	87	الجزر		
	Navet	118	131	105	لفت		
	Poivron	88	103	73	الفلفل الاخضر		
	Piment	116	136	96	الفلفل الحار		
	Courgette	102	116	89	الكوسة		
	Haricot vert	185	207	163	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	123	139	107	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	326	408	244	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	578	702	455	التمر		
	Banane	425	438	412	الموز		
	Melon	84	94	74	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	77	87	67	البطيخ الاحمر		
	Raisin	217	280	154	العنب		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1812	1932	1692	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	367	381	352	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	432,00	NC	0,00	0,40	2,56	7,62	8,10	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,24	-0,08	9,10	5,50	3225	4 563 375,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	2340,00	0,00	-4,66	-1,77	6,22	6,84	20	46 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 277,00	2277,00	0,00	-0,17	0,25	10,86	5,49	2062	4 695 174,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,19	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	391,00	384,00	-1,79	-0,52	-5,03	3,63	5,47	2892	1 110 528,00

PLUSIEURS QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES À L'ORDRE DU JOUR

Sonatrach prend part à Milan à «Gastech»

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, prend part, à la tête d'une importante délégation de cadres dirigeants, à la conférence et exposition internationale de l'énergie "Gastech", prévue à Milan (Italie) du 9 au 12 septembre courant, a indiqué, hier, un communiqué du groupe.

Synthèse S R.

La conférence et exposition "Gastech", placée cette année sous le slogan : "Façonner un avenir énergétique durable", est l'un des principaux évènements mondiaux du domaine de l'énergie, avec à l'ordre du jour, des questions liées au gaz naturel, au gaz naturel liquéfié (GNL), à l'hydrogène, aux techniques relatives au climat, et à l'intelligence artificielle.
Cet évènement international constitue un espace de rencontre des grands acteurs du domaine de l'énergie et de l'industrie gazière, dont des ministres, des responsables d'institutions, d'organisations et d'entreprises énergétiques internationales, ainsi que d'experts et de techniciens pour examiner les défis de l'heure et proposer des solutions durables afin de garantir l'approvisionnement des marchés en énergie propre, fiable et à des prix raisonnables, précise le communiqué.
M. Hachichi aura plusieurs interventions lors des réunions stratégiques, qui verront la participation de grands décideurs dans le domaine de l'énergie à l'échelle internationale, et tiendra aussi des rencontres et des réunions, entre la délégation de Sonatrach et ses homologues des grandes institutions et entreprises internationales participantes, afin d'examiner les perspectives du développement de l'industrie gazière et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat. La participation de Sonatrach à ce rendez-vous énergétique international découle de sa volonté de renforcer sa présence dans les foras internationaux, et de conforter sa position de partenaire fiable des grandes entreprises énergétiques, ainsi que de son rôle de fournisseur principal et d'acteur clé sur le marché gazier mondial, selon la même source. Il est à noter que Gastech réunit, chaque année, des PDG d'entreprises leaders du secteur, des ministres de différents pays et des startups innovantes, dans le but de promouvoir les nouvelles technologies, de favoriser les partenariats stratégiques et d'accélérer la transition énergétique mondiale. Les éditions précédentes, organisées dans des villes comme Dubai, Houston e Singapour ont enregistré des chiffres impressionnants : la dernière édition a eu lieu en ville du Texas Il a accueilli plus de 45 156 participants venus de 800 pays et plus de 27 exposants, générant un impact économique de millions de dollars.
L'événement de cette année survient à un moment délicat : demande croissante en énergie, croissance démographique, étés plus chauds, hivers plus froids et boom de l'intelligence artificielle Cela stimule la demande énergétique pour les centres de données et les infrastructures numériques. Le gaz naturel et le GNL restent des outils essentiels pour maintenir la fiabilité et l'accessibilité financière, alors que le secteur s'efforce de réduire ses émissions. Mais Gastech ne se résume pas à des chiffres et à des stratégies : le salon est aussi un lieu de discussion sur l'avenir de l'énergie avec les populations et les communautés qui en dépendent. Chaque accord, chaque table ronde ministérielle, a un impact concret sur le monde réel. Dans l'espace d'exposition, plus de 1.000 entreprises présenteront des solutions innovantes Tout au long de la chaîne de valeur énergétique, de l'hydrogène aux technologies climatiques, en passant par les outils numériques et les infrastructures de transport. Une occasion unique de nouer des partenariats, de signer des accords et d'échanger sur les scénarios énergétiques futurs afin de fournir une énergie fiable, efficace et durable, répondant aux besoins d'un marché en constante évolution.

FOURNITURES SCOLAIRES

48 marchés de proximité ouverts dans six wilayas de l'Ouest

Quarante-huit (48) marchés de proximité dédiés à la vente de fournitures scolaires ont été ouverts dans six wilayas de l'ouest du pays, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction régionale du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national de la région de Saïda. Le chef du bureau de l'organisation du marché, Mohamed Tabeti a indiqué à l'APS que ces marchés de proximité ont été ouverts, la semaine dernière dans les wilayas de Tiaret, Tissemsilt, Saïda, Chlef, Relizane et Mascara. Ces espaces commerciaux proposent divers articles scolaires, manuels, blouses et cartables à des prix abordables et accessibles à tous, a-t-on indiqué de même source. L'opération, qui se poursuivra jusqu'au 10 octobre, réunit 292 opérateurs économiques, parmi lesquels des grossistes, des détaillants spécialisés dans les fournitures scolaires ainsi que des artisans exposant leurs produits. Le même responsable a souligné qu'une baisse importante des prix des fournitures scolaires a été enregistrée cette année, grâce à l'implication de l'ensemble des acteurs concernés, notamment les entreprises et les établissements activant dans ce domaine. Il est à noter que la wilaya de Saïda a abrité l'ouverture de neuf marchés de proximité pour la vente de fournitures et de manuels scolaires, avec la participation de 68 exposants.

TIPASA

Un projet de pépinière intelligente pour une production annuelle de 3 millions de plants

La Conservation des forêts de Tipasa va réaliser un projet de pépinière moderne et intelligente, une première dans la wilaya, avec une capacité de production pouvant atteindre jusqu'à trois (3) millions de plants/an, a-t-on appris, mardi, auprès de cette institution. Le projet a franchi des étapes avancées aux plans administratif et technique, dans l'attente de faire l'objet d'un appel d'offres national dès la semaine prochaine, a indiqué le conservateur des forêts, Abdelmoumen Bounouar. Cette infrastructure vise à renforcer le secteur forestier, en s'appuyant sur des procédés modernes et intelligents pour le développement de diverses variétés végétales, a-t-il ajouté. La pépinière produira, dans un premier temps, un (1) million de plants/an, avant de porter progressivement sa capacité à trois (3) millions d'unités, a précisé le responsable, soulignant l'importance écologique d'un tel projet.
Le projet de pépinière, ayant bénéficié de la levée du gel en 2023, a été doté d'une enveloppe de 500 millions de DA. Il est destiné à la production de plants forestiers, ornementaux, fruitiers, mais aussi d'espèces aromatiques et médicinales. La pépinière sera équipée de systèmes d'irrigation intelligents utilisant des technologies avancées, capables d'ajuster l'apport en eau selon les besoins de chaque plante au moment optimal, tout en tenant compte du taux d'humidité, de l'ensoleillement et d'autres paramètres naturels. A noter que la région de Koléa a été sélectionnée pour accueillir cette pépinière pour son climat favorable, la richesse de ses sols, et l'abondance des ressources hydriques. Le projet, qui s'étendra sur une superficie globale de 17 hectares, devrait entrer en service dès l'année prochaine

AÏN-TEMOUCHENT

Un plan d'aménagement touristique de la ZET de Hammam-Bouhadjar

Par R E

Un arrêté ministériel approuvant le plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et du site touristique (ZET) de Hammam-Bouhadjar, dans la wilaya d'Aïn-Temouchent, a été publié, récemment, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur. Cet arrêté, signé par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Medahi, publié au Journal officiel (n 57), fixe à plus de 22 hectares la superficie aménageable sur un total de 72 hectares réservés à cette zone, permettant ainsi l'établissement d'un permis de lotir pour l'espace destiné à la construction, a indiqué le directeur de wilaya du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Bensaoud. Pour le même responsable, l'arrêté ministériel permettra d'attirer un nombre « important» de projets d'investissement dans la zone d'expansion touristique (ZET) de Hammam Bouhadjar, réputée pour sa station thermale. Cette assiette foncière sera proposée en cinq lots via la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin de recevoir les offres des investisseurs, a-t-il encore fait savoir. Dans cette optique, la direction du secteur de la wilaya a élaboré une étude technique relative à l'exploitation de ce foncier dans le cadre du plan d'aménagement approuvé par le ministère de tutelle. Cette étude prévoit la réalisation de deux camps de tourisme sur une superficie de 9 hectares, offrant une capacité d'accueil totale de 1.000 lits, ainsi qu'une résidence hôtelière de 300 lits. Elle prévoit également un parc de loisirs et de divertissement sur 9 hectares, en plus de locaux commerciaux et de services, a précisé le même responsable. L'ensemble des investissements qui devront être concrétisés dans la ZET de la commune de Hammam-Bouhadjar permettra la création de 700 emplois directs et près de 1.000 emplois indirects, selon M. Bensaoud.

ALGER

Lancement des projets de réalisation de trois nouvelles piscines semi-olympiques

Le wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, a donné, lundi, le coup d'envoi des projets de réalisation de trois (3) nouvelles piscines semi-olympiques dans les communes de Bourouba, Bachedjerah et Aïn Benian, indique un communiqué des services de la wilaya. Ces trois nouvelles piscines viendront s'ajouter aux 11 autres en cours de réalisation à travers différentes communes de la wilaya.
Visitant les sites des nouveaux projets, M. Rabehi a insisté sur "la nécessité de réduire les délais de réalisation, de veiller au respect des normes de qualité et d'assurer plusieurs points d'accès aux piscines".
"Dans le cadre de la démarche visant à réaliser une piscine par commune, il est prévu la réalisation de onze autres piscines, dont les travaux seront lancés après l'achèvement des procédures administratives", précise le communiqué, soulignant que "depuis 2022, le nombre de piscines dans la wilaya d'Alger est passé de 19 à 30 piscines".

EL BAYADH

Lancement de la campagne de récolte du tournesol

La campagne de moisson et de battage du tournesol a été lancée, lundi, dans la wilaya d'El-Bayadh sur une superficie de 500 hectares.

Le wali d'El-Bayadh, Nourredine Belaribi, accompagné des autorités locales, a donné le coup d'envoi de cette opération dans la région de Dhayat El-Bagra, commune de Brizina, dans le cadre d'un projet agricole d'investissement piloté par l'unité de production agricole publique "Boukhtache Bouziane" de Rahouia (Tiaret). Selon le directeur des services agricoles (DSA), Dahmane Bengharbi, cette campagne est considérée parmi les premières expérimentations de culture de ce type de produit agricole dans la région, avec des résultats positifs attendus et un rendement estimé entre 22 et 25 quintaux à l'hectare.
Dans les prochains jours, il est prévu le lancement de la campagne de récolte du maïs-grain sur une superficie cultivée de 250 hectares relevant de la même unité de production agricole, a ajouté le même responsable.
A noter qu'au titre de la saison agricole 2025-2026, le secteur de l'agriculture a programmé la mise en culture de 400 hectares de maïs-grain, dans le cadre des efforts déployés par les autorités publics pour développer la filière des plantes oléagineuses et accompagner les agriculteurs et les investisseurs afin d'assurer la réussite de ce programme agricole prometteur. Lors de cette visite effectuée à Brizina, le wali s'est enquis de l'avancement des travaux de plusieurs projets de développement, dont le centre de proximité de stockage des céréales d'une capacité de 50 000 quintaux. Le premier responsable de l'Exécutif local a insisté sur l'accélération du rythme des travaux, le respect de la qualité de réalisation et des délais de livraison. Par ailleurs, des projets du secteur de l'éducation ont également été inspectés, tels que des groupes scolaires dans les quartiers de la ville Nouvelle, "Er-Rahma et El-Feth", ainsi qu'un CEM.

TIARET

Lancement de la deuxième tranche du projet de rénovation de la station d'épuration d'Aïn-Bouchekif

Les travaux de la deuxième tranche du projet de rénovation de la station de traitement et d'épuration (STEP) d'Aïn-Bouchekif (Tiaret) ont été lancés lundi, ce qui permettra à terme de traiter 13 millions de mètres cubes d'eaux usées par an, a-t-on appris auprès des responsables du projet. Dans les explications fournies au wali M. Saïd Khalil, lors du lancement de l'opération, le chef du projet, M. Youssef Bouchena, a indiqué que cette station, dont la mise en service est prévue dans un délai de 18 mois, assurera le traitement des eaux usées des communes de Tiaret, Aïn-Bouchekif, Dahmouni et Sougueur.
Les travaux de cette deuxième tranche portent sur le renouvellement de l'ensemble des équipements techniques, électromécaniques et électriques, avec le recours à un procédé de traitement tertiaire des eaux par rayons ultraviolets permettant une filtration des eaux de près de 99 pour cent, a souligné le même responsable. Les opérations projetées portent également sur l'extension du centre d'analyses ainsi que la réalisation de nouvelles canalisations de grand gabarit sur une distance de 10,8 km, pour une enveloppe financière estimée à plus de 2,4 milliards DA, a-t-on indiqué. Les travaux de la première tranche qui ont débuté le mois d'août dernier, concernent la réhabilitation des stations relèvement des communes d'Aïn-Bouchekif et de Dahmouni, la réalisation et le renouvellement de 11,7 km de canalisations, ainsi que la réalisation d'autres destinées à la collecte des eaux pluviales.Cette première phase du projet a mobilisé un budget de 300 millions DA. De son côté, le wali a souligné que la concrétisation de ce projet, dans le respect des normes techniques et des délais convenus, constituera un atout majeur pour le développement du secteur agricole, les eaux épurées devant être utilisées pour l'irrigation de 4.000 hectares situés sur les rives du barrage de Dahmouni.

TIPASA

Les établissements de santé renforcés par 225 agents paramédicaux

Les établissements de santé de la wilaya de Tipasa ont été renforcés, au titre de l'année 2025, par 225 agents paramédicaux dans diverses spécialités et services médicaux, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de la santé.
Il s'agit de 225 nouveaux diplômés issus de l'Ecole de formation paramédicale de Hadjout (année 2025), qui ont été affectés vers différentes structures hospitalières de la wilaya afin de couvrir leurs besoins en ressources humaines, selon la même source. Ces nouveaux paramédicaux qui ont pris leurs fonctions la semaine dernière, se répartissent à raison de 80 infirmiers en santé publique, 60 sage - femmes, 50 manipulateurs en imagerie médicale, ainsi que 10 laborantins, 6 assistants médicaux et 6 assistants sociaux, en plus d'autres spécialités.
Par ailleurs, 130 autres agents paramédicaux auront leurs diplômes avant la fin de l'année en cours, et devraient à leur tour intégrer le secteur, dans le cadre du renforcement de plusieurs disciplines médicales et paramédicales, en prévision de la mise en service de nouvelles infrastructures de santé en 2026.
Selon la direction de la santé, ce renfort en ressources humaines constitue un "apport qualitatif majeur" pour les structures hospitalières de la wilaya, notamment les services universitaires spécialisés.
Sont particulièrement concernés, le service d'oncologie de l'établissement public hospitalier (EPH) de Sidi Ghilès, les services de gynécologie-obstétrique et de pédiatrie de l'hôpital mère-enfant de Tipasa, ainsi que les services d'anesthésie-réanimation et de neurochirurgie de l'établissement spécialisé en neurologie de Cherchell, et le service de cardiologie, selon la même source.

SÉTIF

Ouverture du Salon international de l'agriculture et de la production végétale

Un total de 49 exposants représentant des structures et des entreprises spécialisées dans le travail de la terre participent au Salon international de l'agriculture et de la production végétale, ouvert lundi dans une grande tente déployée à la cité El Hidhab, à l'est de Sétif.
Les entreprises des secteurs public et privé participant à la 2ème édition de cet événement, organisé sous le slogan "Une harmonie intelligente dans les pratiques agricoles", exposent divers produits et équipements en lien avec le secteur agricole, tels que des machines agricoles, des systèmes d'irrigation, des engrais, des semences et différentes productions agricoles, ainsi que des services financiers et d'assurance.
En marge de l'inauguration du salon, Rabah Samir, représentant de la société "Ritadj Expo", organisatrice de cet événement, a souligné que l'objectif est "de mettre en avant les dernières technologies et les innovations les plus récentes dans le domaine de l'agriculture moderne, d'encourager les investissements dans ce secteur vital et de renforcer les opportunités de partenariat entre les acteurs locaux et étrangers", d'autant que le salon a attiré des participants de plusieurs régions du pays, ainsi que d'autres venus de Tunisie et de Turquie.
M. Samir a ajouté que la 2ème édition de cette manifestation "constitue avant tout une occasion pour les agriculteurs de découvrir les innovations et les technologies de pointe dans le domaine agricole, de débattre en entre eux et avec les représentants d'entreprises spécialisées dans la production agricole, permettant ainsi d'échanger leurs expériences et leurs idées, tout en élargissant les perspectives de coopération".
Le programme du salon prévu sur 4 jours (du 8 au 11 septembre) comprend l'organisation de colloques scientifiques animés par des experts et des chercheurs dans le domaine agricole, qui débattront de thèmes liés aux techniques modernes de développement de ce secteur stratégique et étudieront les mécanismes permettant d'intégrer ces techniques dans les pratiques agricoles afin de parvenir à un développement durable.
A cette occasion, de nombreux participants, dont la représentante de la Société nationale d'assurance (SAA), Mme Rania Fitas, ont estimé que ce salon constitue une "occasion importante pour promouvoir les opportunités d'investissement dans le secteur agricole et faire connaître les produits locaux, en plus d'être un espace d'échange d'expériences entre les acteurs, ce qui contribuera à soutenir le développement agricole durable avec l'accompagnement des compagnies d'assurance".
Il est à noter que l'inauguration de ce salon, organisé en coordination avec la Chambre régionale de l'agriculture, a été présidée par le wali de Sétif, M. Mustapha Limani, aux côtés du directeur de la Chambre nationale de l'agriculture, M. Mohamed Yazid Hambli, et de cadres du secteur agricole.

L'ÂGE D'OR DES PROFITEURS DE GUERRE

Trump enrichit davantage le complexe militaro-industriel

Washington à l'heure de Trump insuffle un nouveau souffle au complexe militaro-industriel. Lorsque, dans son discours d'adieu de 1961, le président Dwight D. Eisenhower a mis en garde contre les dangers de l'influence incontrôlée que conférait un partenariat entre l'armée et un groupe croissant de fabricants d'armes américains, il a inventé le terme inquiétant de « complexe militaro-industriel », et jamais il n'aurait pu imaginer à quel point celui-ci allait devenir gigantesque et puissant. En fait, ces dernières années, une entreprise à elle seule, Lockheed Martin, a bénéficié d'un financement du Pentagone supérieur à celui de l'ensemble du département d'État américain. Et cela, avant même que l'administration Trump ne décide de réduire considérablement les dépenses en matière de diplomatie et d'augmenter le budget du Pentagone pour atteindre un montant stupéfiant de 1 000 milliards de dollars par an.

2e partie et fin

Par William D. Hartung (*)

En résumé, deux possibilités se présentent si l'armée américaine passe au « nouveau complexe militaro-industriel amélioré » prôné par le monde de la Silicon Valley : des systèmes complexes qui ne fonctionnent pas comme annoncé, ou de nouvelles capacités qui pourraient rendre la guerre à la fois plus probable et plus meurtrière. Et ces conséquences dystopiques ne feront que se renforcer en raison des idées des nouveaux militaristes de la Silicon Valley. Ils se considèrent à la fois comme les « fondateurs » d'une nouvelle forme de guerre et comme les « nouveaux patriotes » en mesure de restaurer la grandeur américaine sans qu'un gouvernement démocratique n'ait besoin de s'impliquer dans les conflits. Leur idéal serait en fait de s'assurer que le gouvernement leur laisse le champs libre et les laisse résoudre seuls les innombrables problèmes auxquels nous sommes confrontés. Avouez qu'Ayn Rand serait fière. [Ayn Rand (1902-1985), essayiste, est considérée comme la théoricienne d'un capitalisme individualiste et prônant les valeurs de la raison, du mérite et de l'égoïsme rationnel, son concept central. Figure de l'anticommunisme radical, elle prône l'indépendance et le « laissez-faire » face à toute forme de collectivisme ou de religion établis, NdT].
Une telle techno-autocratie serait bien plus susceptible de servir les intérêts d'une élite relativement restreinte que d'aider de quelque manière que ce soit l'Américain moyen. De la quête de Peter Thiel qui souhaite trouver un moyen de vivre éternellement au désir d'Elon Musk de permettre la colonisation massive de l'espace, il n'est pas du tout certain que, même si ces objectifs pouvaient être atteints, ils seraient accessibles à tous. Il est plus probable que ces perspectives seraient réservées aux êtres supérieurs que les techno-militaristes considèrent être.

La bataille ultime entre les cinq géants et les entreprises technologiques émergentes ?

Pourtant, les techno-militaristes se heurtent à de sérieux obstacles dans leur quête de pouvoir et d'influence, dont le moindre n'est pas le poids toujours important des fabricants d'armes traditionnels. Après tout, ces derniers continuent de recevoir la majeure partie des financements du Pentagone destinés à l'armement, en partie grâce à leurs millions de dollars consacrés au lobbying et aux campagnes électorales, ainsi qu'à leur capacité à créer des emplois dans presque tous les États et districts du pays. Ces outils d'influence confèrent aux Big Five une assise et une influence bien plus importantes au sein du Congrès que celles des nouvelles entreprises technologiques. Elles influencent également la politique gouvernementale en finançant des groupes de réflexion bellicistes qui contribuent à façonner les politiques gouvernementales destinées à réglementer leur action, et bien plus encore.
Bien sûr, une façon d'éviter l'affrontement ultime entre les Big Five et les entreprises technologiques émergentes serait de fournir aux deux des financements généreux, mais il faudrait alors que le budget du Pentagone dépasse largement les 1 000 milliards de dollars actuels. Il existe bien sûr certains projets qui pourraient profiter aux deux entités, allant du programme de défense antimissile Golden Dome, cher à Donald Trump, qui pourrait intégrer le matériel des Big Five et les logiciels des entreprises technologiques émergentes, au nouveau programme d'avion de combat F-47 de Boeing, qui prévoit des « ailiers » sans pilote [Un pilote humain peut commander plusieurs drones qui volent à ses côtés comme des « ailiers », Ndt] susceptibles d'être produits par Anduril ou une autre entreprise technologique militaire. Ainsi, le débat entre confrontation et coopération dans le secteur militaire entre la nouvelle et l'ancienne garde n'est pas encore tranché. Si les entreprises rivales finissent par utiliser leurs ressources de lobbying les unes contre les autres et se livrent à une lutte acharnée, cela pourrait affaiblir leur emprise sur le reste de la société et pourrait révéler des informations utiles susceptibles de nuire à l'autorité et à la crédibilité des deux parties.
Mais une chose est sûre : aucun de ces deux secteurs n'a à cœur les intérêts du public, nous devons donc nous préparer à riposter, quelle que soit l'issue de leur combat.
Alors, que pouvons-nous faire pour éviter le scénario cauchemardesque d'un monde dirigé par Peter Thiel, Elon Musk et leurs acolytes ? Tout d'abord, il faut une population « vigilante et informée », comme l'avait souligné Dwight D. Eisenhower il y a si longtemps, cela serait le seul antidote à une société de plus en plus militarisée. Il faudrait pour cela des efforts concertés de la part du public et du gouvernement (qui devrait bien sûr être dirigé par quelqu'un d'autre que Donald J. Trump, ce qui est déjà un projet en soi !)
À l'heure actuelle, le secteur technologique est en effet de plus en plus imbriqué au sein de l'administration Trump, qui doit à plusieurs de ses acteurs une dette de gratitude pour l'avoir aidé à remporter les élections de 2024. En dépit de sa brouille très médiatisée et acerbe avec son compère narcissique Elon Musk, l'influence du secteur technologique au sein de son administration reste très forte, à commencer par le vice-président J. D. Vance, qui doit sa carrière à l'emploi, au mentorat et au soutien financier de Peter Thiel, militariste de la Silicon Valley. Sans oublier qu'un nombre important d'anciens employés de Palantir et d'Anduril ont déjà obtenu des postes clés dans cette administration.
Pour contrebalancer ces militaristes new age, il faudra un effort à grande échelle de toute la société, impliquant les éducateurs, les scientifiques et les spécialistes des technologies, le mouvement syndical, les chefs d'entreprise du secteur non technologique et les militants de tous bords. Les travailleurs de la Silicon Valley ont de fait organisé plusieurs manifestations contre la militarisation de leur savoir-faire avant d'être contrés. Aujourd'hui, une nouvelle vague de militantisme de ce type est plus que jamais nécessaire.
Tout comme nombre des scientifiques qui ont contribué à la fabrication de la bombe atomique ont passé leur vie après Hiroshima et Nagasaki à essayer de limiter ou d'abolir les armes nucléaires, un groupe de scientifiques et d'ingénieurs du secteur technologique doit jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de garde-fous visant à limiter les utilisations militaires des technologies qu'ils ont contribué à développer. Parallèlement, le mouvement étudiant contre l'utilisation des armes américaines à Gaza a commencé à élargir son horizon pour cibler également la militarisation des universités en général. En outre, les écologistes doivent multiplier leurs critiques à l'encontre des immenses besoins énergétiques nécessaires pour alimenter l'IA et la crypto-monnaie, tandis que les dirigeants syndicaux doivent prendre en compte les conséquences des destructions d'emplois dues à l'IA dans les secteurs militaire et civil. Et tout cela doit se faire dans un contexte de maîtrise technologique bien plus grande, y compris chez les représentants du Congrès et les employés des agences gouvernementales chargées de réglementer les fournisseurs de nouvelles technologies militaires.
Bien sûr, rien de tout cela n'est susceptible de se produire, à moins que la démocratie ne renaisse et qu'un effort sincère ne soit fait pour tenir les promesses rhétoriques non tenues qui sous-tendent le mythe du rêve américain. Et en parlant de contexte, en voici un que toute personne se préparant à manifester contre la militarisation croissante de cette société devrait prendre en compte : contrairement à ce que croient de nombreuses personnalités influentes, du Pentagone à Wall Street en passant par Main Street, le pic de la puissance militaire et économique américaine est bel et bien passé, et ne reviendra jamais. La seule voie rationnelle consiste à élaborer des politiques qui préservent l'influence américaine dans un monde où le pouvoir a été neutralisé et où la coopération est plus que jamais essentielle.
Une telle vision est bien sûr aux antipodes de l'approche grandiloquente et tyrannique de l'administration Trump qui, si elle persiste, ne fera qu'accélérer le déclin américain. Dans ce contexte, la grande question est de savoir si les dégâts considérables inhérents au nouveau projet de loi budgétaire – qui ne fera qu'enrichir davantage le Pentagone et les grandes entreprises d'armement, tout en pénalisant le reste de la société, tous bords politiques confondus – pourraient susciter un regain d'engagement citoyen, un véritable débat sur le type de monde dans lequel nous voulons vivre et sur la manière dont ce pays pourrait jouer un rôle constructif (plutôt que destructeur) pour le réaliser.

(*) Collaborateur régulier de TomDispatch, est chercheur senior au Quincy Institute for Responsible Statecraft et coauteur, avec Ben Freeman, de The Trillion Dollar War Machine:

Source : TomDispatch, 27-07-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EMIRATS ARABES UNIS

Nouvelles Politiques de Voyage Sans Visa et Télétravail

Les Émirats Arabes Unis (EAU) introduisent des politiques novatrices en 2025, améliorant la flexibilité des déplacements et l'équilibre vie professionnelle pour les résidents et expatriés. Ces mises à jour reflètent l'engagement du pays à promouvoir une économie dynamique et inclusive, notamment pendant la saison estivale. Voici un aperçu détaillé des nouvelles politiques de voyage sans visa et de télétravail en vigueur dés ce mois-ci.

Pour faire face à la chaleur intense de l'été, les EAU ont mis en place des arrangements de travail flexibles. À Dubaï, l'initiative "Notre Été Flexible" (Our Flexible Summer), permet aux employés du secteur public d'adopter une semaine de quatre jours ou de réduire leurs heures de travail, améliorant ainsi l'équilibre vie professionnelle. Ajman suit cette tendance avec une nouvelle politique estivale du 1er juillet au 22 août 2025, autorisant le télétravail le vendredi et raccourcissant les heures de travail en semaine de 7h30 à 14h30. Ces mesures visent à protéger les travailleurs de la chaleur de midi (interdiction de travail extérieur de 12h30 à 15h00 jusqu'au 15 septembre) tout en maintenant la productivité.

En parallèle de ces mises à jour sur les voyages et le travail, le Ministère des Ressources Humaines et de l'Emiratisation (MoHRE) a fixé une date limite 25 pour que les entreprises privées comptant 50 employés ou plus atteignent les objectifs semestriels d'Emiratisation, exigeant qu'au moins 1 % de la main-d'œuvre qualifiée soit composée de ressortissants émiratis. Le non-respect peut entraîner des amendes, soulignant l'effort des EAU pour intégrer les locaux dans l'emploi.

Une nouvelle loi sanitaire, légalisera les sachets de nicotine sans tabac à Dubaï, offrant une alternative pour arrêter de fumer. De plus, une réglementation obligera à signaler les maladies infectieuses, limitant les déplacements ou activités publiques pour les personnes affectées afin de protéger la santé publique pendant l'été.

TUNISIE

Les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à une amélioration de l'investissement

Les résultats de l'enquête d'opinion semestrielle auprès des chefs d'entreprises privés sur l'investissement dans les industries manufacturières publiés lundi par l'INS ont révélé une amélioration du solde des avis des industriels au cours du premier semestre 2025.

L'enquête met également en évidence un retour progressif à une tendance positive dans le solde d'opinion des chefs d'entreprises sur l'investissement, après une période de recul.

Pour la seconde moitié de l'année, une amélioration est attendue. Le solde d'opinion est passé de 8 % au premier semestre 2025 à 18 % au second semestre de la même année.

Les résultats de l'enquête montrent aussi des évolutions contrastées selon les branches industrielles. Plusieurs secteurs affichent une reprise de l'investissement, à l'instar du secteur des industries mécaniques et électriques, dont le solde est passé de 6 % au second semestre 2024 à 22 % au premier semestre 2025, du secteur des matériaux de construction, céramique et verre (de 3 % à 15 %) ainsi que du secteur chimique (de 10 % à 18 %).

En revanche, l'investissement dans les industries diverses a enregistré une forte baisse, passant de 29 % à 5 %. Quant au secteur agroalimentaire, les chefs d'entreprises interrogés estiment qu'il reste stable.

Pour le second semestre 2025, les perspectives font état d'une hausse attendue des investissements dans les industries chimiques (de 7 % à 28 %), les industries agroalimentaires (de 8 % à 24 %), et les industries mécaniques et électriques (de 6 % à 23 %). À l'inverse, un recul est anticipé dans les industries diverses (de 30 % à 9 %) ainsi que dans le secteur des matériaux de construction, céramique et verre (de 0 % à -2 %). Enfin, les industries du textile, de l'habillement et du cuir devraient connaître une stabilité au niveau des investissements.

PORTÉE PAR L'ACTIVITÉ HORS PÉTROLE

L'économie saoudienne progresse de 3,9 % au T2

L'économie de l'Arabie saoudite a enregistré une croissance de 3,9 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2025, portée par de solides performances dans les secteurs non pétroliers, selon les données officielles.

D'après les estimations rapides de l'Autorité générale des statistiques (GASTAT), les activités hors pétrole ont progressé de 4,7 %, surpassant la croissance du secteur pétrolier (3,8 %) ainsi que celle des services publics (0,6 %).

Le secteur non pétrolier a contribué à hauteur de 2,7 points de pourcentage à la croissance du PIB, contre 0,9 point pour les activités pétrolières. Les activités gouvernementales et les taxes nettes sur les produits ont chacune contribué à hauteur de 0,1 et 0,2 point respectivement.

Ces données sont conformes aux prévisions macroéconomiques de S&P Global Ratings, qui anticipent une croissance moyenne du PIB réel de 3,5 % entre 2025 et 2028, contre 0,8 % en 2024.

« Le PIB réel corrigé des variations saisonnières a augmenté de 2,1 % au T2 2025 par rapport au T1 2025 », précise GASTAT dans sa mise à jour trimestrielle.

« Cette hausse s'explique par la plus forte progression des activités pétrolières depuis le troisième trimestre 2021, en hausse de 5,6 % ce trimestre. Les activités non pétrolières ont augmenté de 1,6 %, tandis que les activités gouvernementales ont reculé de 0,8 % », ajoute-t-elle.

GASTAT indique que les activités pétrolières ont contribué à hauteur de 1,3 point à la croissance trimestrielle, contre 0,9 point pour les secteurs non pétroliers.

Les activités gouvernementales et les taxes nettes ont chacune eu un impact négatif de 0,1 point.

Appuyant la dynamique de croissance hors pétrole, les exportations non pétrolières du Royaume, y compris les réexportations, ont atteint 31,11 milliards de riyals saoudiens (8,29 milliards de dollars) en mai, soit une hausse de 6 % par rapport à mai 2024, selon les données préliminaires publiées la semaine dernière par GASTAT.

S&P Global souligne que le tourisme représente désormais environ 6 % du PIB et 14 % des recettes courantes en 2024, contre 5 % en 2022.

Le secteur devrait continuer à croître grâce à des processus de visa améliorés et à l'élargissement de l'offre de loisirs.

Malgré des déficits budgétaires estimés en moyenne à 4,4 % du PIB jusqu'en 2028, les investissements publics liés à la Vision 2030, notamment les grands événements comme l'Expo 2030 et la Coupe du Monde FIFA 2034, devraient maintenir l'élan économique, selon S&P.

MAURITANIE

Lancement de la Conférence-Exposition « Mauritanides 2025 » sur l'Énergie et les Mines

Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a présidé lundi au Palais des Congrès Al-Mourabitoune à Nouakchott le lancement de la septième édition de la Conférence-Exposition « Mauritanide 2025 » sur l'Énergie et les Mines, sous le thème « La Mauritanie, terre d'opportunités ».

D'une durée de trois jours, cette conférence vise à mettre en valeur le vaste potentiel du pays et à attirer les investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines.

Elle a connu une large participation d'entreprises nationales et internationales et de professionnels du secteur. Ce salon est la plateforme la plus importante en Afrique du Nord-Ouest pour les secteurs minier et énergétique.

Le Président de la République a inauguré les pavillons d'exposition organisés en marge de la conférence et a visité ses différents sites.

Dans son allocution, le ministre des Mines et de l'Industrie, M. Thiam Tijani, a déclaré que la Mauritanie est une terre de ressources et d'opportunités. Il a souligné que ses richesses minières et énergétiques constituent un levier fondamental du développement national depuis des décennies et qu'aujourd'hui marque le début d'un nouveau chapitre de l'histoire du secteur minier et énergétique, intitulé « Modernisation, Innovation et Développement Durable ».

Le ministre des Mines et de l'Industrie a expliqué que la supervision de la conférence par le Président ajoute une dimension symbolique particulière et souligne l'importance exceptionnelle que la Mauritanie accorde au développement des secteurs minier et énergétique.

Il a ajouté que la fierté du pays pour sa richesse nationale découle non seulement de son statut de levier économique ou de ressource nationale durable sur laquelle il s'appuie dans ses plans et stratégies de développement, mais aussi du fait qu'elle constitue un outil pour son partenariat avec le monde.

Elle incarne une dimension inhérente à sa culture et à sa religion, à savoir l'ouverture et l'interaction avec les nations.

Il a estimé que le partenariat allait au-delà des simples échanges commerciaux bénéfiques pour la Mauritanie et ses partenaires, soulignant qu'il s'inscrit dans l'optique de la volonté sincère de tisser des liens humains et culturels entre les sociétés humaines.

Le ministre des Mines et de l'Industrie a expliqué que le département a engagé une réforme complète du cadre juridique et institutionnel afin de garantir un climat d'investissement stable, compétitif et transparent.

Il a ajouté que leur vision à cet égard était claire : la Mauritanie deviendrait un pôle minier et énergétique de premier plan en Afrique et un acteur influent sur la scène internationale.

Le ministre a souligné la détermination de la Mauritanie à honorer ses engagements, annonçant son ouverture à tous les partenaires souhaitant explorer son vaste potentiel minier et énergétique, afin de bâtir une coopération responsable et fructueuse, bénéfique pour la nation et ses partenaires. Pour sa part, le PDG de la Société nationale industrielle et minière (SNIM), M. Mohamed Vall Mohamed Telmidi, a expliqué que le choix du titre de la conférence visait à mettre en avant l'énorme potentiel minier et industriel du pays.

TITRES PUBLICS

Le Congo recherche 98,2 millions $ sur le marché de la BEAC

Troisième économie de la Cemac, le Congo connaît une situation de surendettement, mais sa dette est jugée soutenable par le FMI.

Le Trésor Public du Congo va tenter de lever 55 milliards FCFA (98,2 millions $) sur le marché des titres publics de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) ce mardi 9 septembre 2025, a annoncé l'institution financière.
L'opération comprend l'émission simultanée de Bons et d'Obligations du Trésor assimilable, répartis selon différentes maturités pour répondre à des objectifs de financement à court et moyen termes.
A court terme, le Trésor congolais mettra sur le marché des bons du Trésor d'une valeur de 35 milliards FCFA à 13 semaines, arrivant à échéance le 11 décembre 2025. Parallèlement, 5 milliards FCFA seront levés à travers des bons du Trésor à 26 semaines, avec une échéance fixée au 12 mars 2026. Dans les deux cas, les rendements seront précomptés, c'est-à-dire déduits à l'avance du montant nominal.
A moyen terme, il émettra 15 milliards FCFA en obligations du Trésor d'une maturité de trois ans. Ces titres, qui arriveront à échéance le 17 août 2028, offriront un taux d'intérêt annuel net de 6%, payé chaque année. Cette nouvelle émission intervient après une précédente opération menée le mardi 2 septembre 2025, au cours de laquelle le Trésor recherchait 50 milliards FCFA à travers des bons et obligations du Trésor assimilables. L'opération a permis de recueillir 45,8 milliards FCFA.

Les fonds issus de ces émissions sont destinés à soutenir la trésorerie de l'État congolais, à financer divers projets d'investissement dans un contexte de pression croissante sur les finances publiques. Selon la Caisse congolaise d'amortissement (CCA), la dette publique du Congo s'élevait à 8536 milliards FCFA au 31 décembre 2024, représentant 92,3 % du PIB, contre 6596 milliards en 2020.
Cette progression de près de 30% sur quatre ans s'explique principalement par la hausse de la dette intérieure, qui est passée de 47,6 % du PIB fin 2020 à 56% fin 2024. A l'inverse, la dette extérieure a chuté de 63,5% du PIB à 36,3% sur la même période. La CCA signale également l'existence d'importants arriérés de paiement, estimés à 1745 milliards FCFA pour la dette intérieure et 355,41 milliards pour la dette extérieure au 31 décembre 2024.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le Nigeria lance un comité national

Le Nigeria dispose d'un immense potentiel énergétique renouvelable, mais ses avancées dans la transition restent dispersées. Avec la création d'un Comité national dédié, le pays cherche à structurer ses efforts et à offrir plus de visibilité à sa politique énergétique.
Le vendredi 29 août, la Commission de l'Énergie du Nigeria (ECN) a lancé, aux côtés du ministère de l'Innovation, des Sciences et de la Technologie, le National Committee on Renewable Energy, Energy Efficiency, Innovation & Certification (NCREEIC). Ce nouvel organe doit promouvoir la recherche, l'innovation locale, la normalisation et la certification des technologies propres, tout en rapprochant les acteurs publics, privés et académiques. Selon la Banque mondiale, seuls 61,2% des Nigérians ont accès à l'électricité, et à peine 32,9% en zone rurale. Le pays compte ainsi la plus vaste population non électrifiée au monde. Néanmoins, contrairement à l'Afrique du Sud et ses 13 516 MW de capacités renouvelables installées en 2024, l'Égypte (7752 MW) ou le Maroc (4659 MW), le Nigeria reste en retrait avec seulement 3079 MW, à cause d'un déficit de projets d'envergure et de stratégies claires pour attirer les investisseurs en la matière. Des initiatives existent, mais elles sont fragmentées.
L'Agence d'électrification rurale pilote des programmes décentralisés qui connaissent un succès relatif.
Le projet DARES financé à hauteur de 750 millions USD par la Banque mondiale, vise à fournir de l'électricité à 17,5 millions de Nigérians.
Le National Energy Compact publié dans le cadre de la Mission300 fixe quant à lui des objectifs ambitieux : porter l'accès à l'électricité à un rythme de croissance annuel de 9%, atteindre 100% d'accès à la cuisson propre et doubler la part du renouvelable dans le mix, de 22% à 50% d'ici 2030, avec un besoin d'investissements privés estimés à 15,5 milliards USD.
Le NCREEIC pourrait devenir l'outil qui manquait jusque-là pour réaliser cette ambition. Reste à savoir s'il saura transformer les annonces en projets concrets et offrir au Nigeria la lisibilité dont disposent déjà d'autres pays africains.

OUGANDA

Un projet de 4 millions $ pour renforcer la production de semences de riz

Depuis 2023, la Corée du Sud a initié un programme baptisé K-Rice Belt en coopération avec des pays d'Afrique subsaharienne pour améliorer la production de semences de riz dans la région. En 2025, l'Ouganda a rejoint le programme.
Le samedi 6 septembre dernier, le ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAAIF), a lancé en partenariat avec son homologue sud-coréen (MAFRA), à Entebbe le projet « Développement d'un complexe africain de culture de semences de riz ».
Cette nouvelle initiative qui vise à soutenir le développement de la riziculture, s'inscrit dans le cadre du K-Rice Belt Program.
Dotée d'une enveloppe de 4 millions $, le projet qui sera mis en œuvre sur une période de 5 ans, vise la réhabilitation de 50 hectares dans le périmètre irrigué de Tochi situé dans le nord du pays. Dans un communiqué publié sur son site, le ministère de l'Agriculture indique qu'il permettra également la production annuelle de près de 13 000 tonnes de semences certifiées à haut rendement, destinées à servir de référence pour les producteurs locaux.
Selon les informations relayées par le média local Daily Monitor, les semences qui seront produites, devraient permettre d'obtenir un rendement estimé à 5 tonnes par acre, ce qui représente à peu près 12 tonnes par hectare. En comparaison, le rendement annuel moyen de culture de riz enregistré en Ouganda était évalué à seulement 1,4 tonne par hectare entre 2020 et 2023, d'après la FAO.
Pour Kampala, l'enjeu sera d'intensifier la production locale de riz encore insuffisante pour combler les besoins du marché intérieur. Les données compilées par la FAO indiquent en effet que l'Ouganda a importé annuellement en moyenne 344 000 tonnes de riz, d'une valeur moyenne estimée à près de 152 millions $, entre 2020 et 2023 pour la satisfaction de ses besoins.
Au-delà de l'appui technique et financier apporté par Séoul, le succès de l'initiative dépendra de la capacité des coopératives locales à s'approprier les innovations.

NAMIBIE

Bannerman annonce 2 nouveaux acheteurs américains pour l'uranium d'Etango

Selon une étude de faisabilité publiée en 2022, le développement d'une nouvelle mine d'uranium devrait coûter 317 millions $ à Bannerman Energy. Ce projet devrait à terme afficher une capacité de production annuelle de 3,5 millions de livres d'uranium, sur une durée de vie de 15 ans.
Dans une note publiée ce vendredi 5 septembre, Bannerman Energy a annoncé la signature de deux accords fermes portant au total sur la vente de 1 million de livres d'uranium provenant de son projet Etango en développement en Namibie. Les acheteurs présentés comme des producteurs d'électricité nord-américains de premier plan, sécurisent ainsi les premiers volumes du futur produit de ce chantier minier.
Dans le détail, Bannerman indique que les livraisons prévues couvrent une période de 5 ans, allant de 2029 à 2033. La production des volumes attendus devrait débuter à partir de 2028, chaque accord comprenant une option pour augmenter ou diminuer de 10% annuellement la quantité d'uranium à vendre.
Les prix de vente n'ont pas été divulgués, mais la société souligne que « le prix de base reflète globalement le niveau actuel des indices des prix de l'uranium à long terme ». Selon les données compilées par Cameco, le prix moyen à long terme de l'uranium était de 81 USD la livre en août.
« La signature de ces accords de vente (les premiers pour Bannerman) avec des contreparties de premier plan du secteur des services publics représente une nouvelle étape importante dans la progression systématique d'Etango vers une décision finale d'investissement (FID) ciblée » a commenté Gavin Chamberlain, le PDG de Bannerman.
Reportée consécutivement en 2023 et 2024, la FID d'Etango est désormais prévue d'ici fin 2025. Cette étape clé d'un projet minier précède l'injection des premiers fonds nécessaires à son développement. Selon une étude de faisabilité publiée en 2022, la construction d'une mine à Etango devrait nécessiter un investissement initial de 317 millions USD. Une fois à pleine capacité, la mine devrait produire annuellement 3,5 millions de livres d'uranium sur une durée de vie de 15 ans.
En attendant la finalisation de ces étapes, notons que la signature de ces premiers accords de vente inscrit Etango dans une tendance régionale d'offensive des sociétés nord-américaines sur l'uranium africain. Aura Energy a également signé deux différents accords de vente avec Curzon Trading et une compagnie électrique américaine pour son projet Tiris en Mauritanie. Il en va de même pour Lotus Resources avec un accord paraphé en avril dernier pour l'uranium de Kayelekera au Malawi.

POINT-MARCHÉS

L'Europe monte prudemment, l'attention centrée sur la BCE et la Fed

Les principales Bourses européennes sont orientées à la hausse mardi en matinée malgré la chute du gouvernement de François Bayrou en France, l'attention des marchés étant centrée sur la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE).

À Paris, le CAC 40 prend 0,65% à 7.784,22 points vers 07h25 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,14%. A Francfort, le Dax progresse de 0,15%.
L'indice EuroStoxx 50 s'adjuge 0,45% et le FTSEurofirst 300 0,11%. Le Stoxx 600 monte 0,34%, soutenu essentiellement les ressources de base et l'immobilier sur fond d'anticipation de baisse des taux.
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,11% pour le Dow Jones, de 0,18% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,27% pour le Nasdaq au lendemain d'un record pour l'indice des valeurs technologiques.
Même si les troubles politiques se sont intensifiés en quelques jours dans plusieurs pays avec notamment la vice-Première ministre britannique Angela Rayner et le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba qui ont remis leur démission, tandis que celle de François Bayrou est attendue dans la journée, les investisseurs se montrent relativement sereins.Selon les analystes, la mise en minorité du gouvernement de François Bayrou était largement attendue depuis l'annonce du vote de confiance. En outre, l'Elysée a fait savoir qu'un nouveau Premier ministre serait nommé "dans les tout prochains jours".
Sur le marché obligataire, l'écart de rendement entre le Bund allemand et l'OAT française à dix ans s'est néanmoins accru, montant à 83 points de base. Le rendement de l'OAT à dix ans s'affiche à 3,48% contre 3,50% pour son équivalent italien.
La perspective d'une baisse la semaine prochaine des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), certains opérateurs pariant sur deux à trois réductions d'ici la fin de l'année, offre cependant du soutien aux actions.
Le département américain du Travail doit publier dans l'après-midi une révision préliminaire des chiffres de l'emploi pour les 12 mois jusqu'en mars, des données qui pourraient renforcer l'espoir d'un assouplissement de la part de la Fed.

La BCE de son côté doit se réunir jeudi.

Aux valeurs, à Paris Interparfums perd 1,35%, le groupe ayant abaissé sa prévision de chiffre d'affaires annuel, citant les perturbations géopolitiques et l'attentisme des consommateurs sur de nombreux marchés.
Ailleurs en Europe, Novartis recule de 0,31% après l'annonce du rachat de la société biopharmaceutique Tourmaline Bio pour 1,4 milliard de dollars, tandis qu'Anglo American bondit de 5,82% à la faveur d'une fusion avec le groupe canadien Teck Resources.
En Italie, Monte dei Paschi di Siena gagne 3,85% après avoir obtenu 62% du capital de Mediobanca (+3,75%).
ASML s'adjuge 0,62% alors que le fournisseur néerlandais d'équipements pour la fabrication de puces a annoncé mardi une prise de participation de 11% Mistral AI, pour un investissement de 1,3 milliard d'euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Septembre 2025
Valeur : 10 Septembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.4851	129.5001
1	EUR	EURO	151.8860	151.9295
1	GBP	POUND STERLING	174.9562	175.0238
100	JPY	JAPANESE YEN	87.7330	87.7669
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1527	18.1571
1	CHF	SWISS FRANC	162.6289	162.7499
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.7076	93.7388
1	DKK	DANISH KRONE	20.3423	20.3492
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8132	13.8172
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9436	12.9483
1	AED	UAE DIRHAM	35.2513	35.2592
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5082	34.5140
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.8465	424.0344
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2676	44.7125
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2467	14.2483
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.7937	23.9155
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2429	3.2530
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.2849	177.2849

BOURSE ZURICH

À peine troublée face à une crise hexagonale prédigérée

La Bourse suisse s'acheminait mardi vers une ouverture en petite baisse. La chute en France du gouvernement Bayrou actée la veille au soir ouvre une période d'instabilité pour l'un des piliers de l'Union européenne. L'évènement était toutefois largement anticipé.
"Au suivant", résume Ipek Ozkardeskaya, pour Swissquote. L'analyste vedette de la banque en ligne glandoise rappelle qu'il s'agit du troisième gouvernement en un an, pour un pays qui aura usé cinq Premiers ministres en moins de deux ans.
Chez Commerzbank aussi, son confrère Christoph Rieger recommande d'attendre que soit déposée la poussière avant toute gesticulation. L'expert considère que les écarts de taux actuariels sur les emprunts français se normaliseront une fois éclaircies les perspectives pour l'avenir de la France. Pour anticipée qu'elle fut, "la 'saga' française tombe au pire moment: jeudi, la BCE doit se réunir à Francfort," prévient John Plassard, associé chez Cité Gestion. L'expert en investissement se demande notamment si on peut réduire les taux d'intérêts en zone euro, alors même que la seconde économie de la région menace de plonger dans une crise de financement.
A 08h17, le pré-SMI concocté par Julius Bär laissait entrevoir une ouverture homogène en retrait de 0,09%.
Le rachat par Novartis (+0,1%) de la biotech US Tourmaline Bio pour 1,4 milliard de dollars laissait ainsi les investisseurs de marbre.
Hors indice phare toutefois, Sandoz bondissait de 1,4%, dans le sillage du règlement d'un litige bloquant le lancement d'un biosimilaire d'un moteur de ventes.
Les variations demeuraient sinon contenues dans un couloir étroit de -0,1% à -0,2%.

PARIS

Reste stable malgré le flou entourant l'après-Bayrou

La Bourse de Paris évolue à l'équilibre ce matin, autour des 7735 points, tirée par Renault (+2,1%) et Sanofi (+1,5%) mais freinée par Capgemini (-2,1%) et Kering (-1,5%).
Les investisseurs font montre d'un calme absolu alors que François Bayrou est attendu ce matin à l'Élysée afin de remettre sa démission au président de la République. La chute du gouvernement était largement anticipée et déjà 'pricée' par le marché.
L'Hexagone devrait connaître dans les prochains jours le nom de son nouveau Premier ministre, le cinquième en trois ans.
'Macron dispose de deux options : nommer un nouveau Premier ministre capable de rassembler la coalition actuellement au pouvoir, ou bien dissoudre l'Assemblée nationale et convoquer de nouvelles élections législatives', rappelle Michael Brown, analyste marché chez Pepperstone.
'Mais quel que soit son choix final, le futur chef du gouvernement devrait se heurter à de fortes résistances pour faire adopter les coupes budgétaires jugées nécessaires au redressement des finances publiques, un dossier qui a déjà coûté leur poste à Michel Barnier puis François Bayrou', ajoute le stratège.
À la suite de ces nouveaux développements, l'OAT à 10 ans évolue à 3,49% (+1,5 pt) tandis que le Bund de même échéance est à 2,67% (+3,3 pts), soit un spread de 82 pts. Cet écart n'a rien d'alarmant mais il sera au coeur de l'attention des intervenants au cours des prochains jours.
'En cas de scénario extrême et de démission du président Emmanuel Macron, le spread français dépasserait largement les 100 points de base, justifiant alors une intervention de la BCE pour limiter les effets de contagion sur les taux des pays périphériques, dans le cadre de l'instrument de protection de la transmission de la politique monétaire', avertissent les équipes d'Ostrum AM.
Si une dissolution constituerait sans doute une mauvaise surprise pour les marchés, susceptible d'entraîner une nouvelle sous-performance du CAC par rapport à ses homologues européens, l'impact reste pour l'instant contenu sur le marché des changes, l'euro progressant vers 1,175 USD (+1%), toujours proche de ses sommets de quatre ans.
Insensible à la situation politique française, la Bourse de New York a fini en hausse mardi, avec à la clé un nouveau record pour le Nasdaq Composite, portée par les anticipations grandissantes de prochaines baisses de taux de la Fed.
En attendant les données sur l'inflation US qui paraîtront dans les prochains jours, les investisseurs prendront connaissance aujourd'hui des révisions des chiffres de l'emploi du Département du Travail états-unien pour la période allant d'avril 2024 à mars 2025, qui pourraient être fortement revus à la baisse.
Le baril continue d'évoluer à la hausse mardi alors que les acteurs du marché digèrent les dernières annonces de l'Opep+, qui a fait état dimanche d'une augmentation de production plus limitée qu'anticipé, l'organisation ayant par ailleurs laissé la porte ouverte à de nouveaux ajustements 'en fonction des conditions de marché'.
Le Brent progresse de 1% vers 66,9 USD le baril.
Dans l'actualité des sociétés tricolores, Interparfums publie un résultat net part du groupe en augmentation de 5% à 73,1 millions d'euros au titre du 1er semestre 2025, et un résultat opérationnel en hausse de 12% à 103,8 MEUR, soit une marge en progression de plus d'un point à 23,2%.
Valeo a dévoilé mardi le premier produit issu de sa collaboration avec le Taïwanais Ennostar, un système d'éclairage intelligent destiné à améliorer la sécurité des usagers de la route.
Oddo BHF confirme son conseil 'Surperformance' sur le titre LVMH, avec un objectif de cours relevé de 530 EUR à 559 EUR, estimant notamment que la base de comparaison plus favorable en Chine devrait permettre une amélioration modeste au T3.
Enfin, Oddo BHF relève son conseil sur le titre Publicis, passant de 'Neutre' à 'Surperformance', avec un objectif de cours relevé de 100 EUR à 110 EUR, évoquant une valorisation redevenue attractive qui offre 'une opportunité de se positionner sur une valeur de qualité'.

ARGENTINE

Javier Milei sous le feu de critiques après sa défaite électorale

Le président argentin entend poursuivre son programme "anarcho-capitaliste", malgré sa large défaite électorale dans la région de Buenos Aires. Certains de ses proches appellent toutefois à l'autocritique alors que l'austérité pèse sur la consommation et l'emploi.

Le peso, les actions argentines ont accusé le coup, lundi 8 septembre, du net revers du parti du président ultralibéral Javier Milei lors d'élections provinciales en Argentine la veille, signe d'un désenchantement qui a valu dans le camp gouvernemental un appel à "l'autocritique".
Dimanche, l'opposition péroniste (centre-gauche) s'est largement imposée dans l'importante province de Buenos Aires - qui compte plus d'un tiers de l'électorat- avec un écart inattendu: 47% des voix contre 33% aux candidats de La Libertad Avanza, le parti du président Milei qui a reconnu une "claire défaite".
Ce revers, envoyant le signal d'un gouvernement sur la défensive, s'est traduit lundi par une chute des actions argentines cotées à Wall Street, avec des reculs atteignant 15% pour certaines, la Bourse de Buenos Aires clôturant pour sa part en baisse de 13%.
Sur le marché des changes, le peso argentin a plongé face au dollar dans un contexte de forte volatilité et de méfiance des investisseurs, avant de se reprendre légèrement en fin de journée. A 1.425 pesos pour un dollar, il a perdu 3,2% de sa valeur par rapport à vendredi.
La populeuse province de Buenos Aires étant un bastion traditionnel de l'opposition, une victoire de Javier Milei y aurait tenu de l'exploit.
Pourtant par sa taille, le scrutin de dimanche était perçu comme un test, ou une prise de température, en vue des législatives nationales de mi-mandat le 26 octobre.
S'y renouvelleront un tiers du Sénat et la moitié des députés, un scrutin-clef pour M. Milei qui depuis décembre 2023 gouverne avec une minorité législative, et a vu plusieurs de ses réformes frustrées par un Parlement retors. Encore récemment, lorsqu'il a annulé un veto présidentiel sur une loi de financement accru du handicap.
Le président "anarcho-capitaliste", comme il se décrit, a lancé dimanche soir avec défi qu'il n'y aura "pas de retour en arrière d'un millimètre dans la politique du gouvernement" et sa volonté de dérégulation, mais au contraire un cap "approfondi" et "accéléré".
Pourtant le chef de cabinet des ministres Guillermo Francos, a estimé qu'il était "temps de faire des autocritiques, d'analyser nos échecs et de comprendre pourquoi les résultats macroéconomiques n'atteignent pas la population".
"On reste convaincu que l'équilibre budgétaire est la base de la croissance économique, mais il est vrai aussi que le passage de la macroéconomie à la microéconomie est très important pour les gens qui attendent des résultats concrets", a concédé Guillermo Francos sur Radio Mitre, dans un ton distinct du chef de l'Etat.

POUR LES PAYS QUI N'ACCEPTENT PAS DE REPRENDRE LEURS RESSORTISSANTS

Le Royaume-Uni menace de suspendre les visas

Tout juste arrivée dans le nouveau gouvernement britannique, la ministre de l'Intérieur Shabana Mahmood a également assuré qu'elle «ferait tout ce qu'il faut pour stopper les traversées en petits bateaux».
À peine nommée, Shabana Mahmood affiche, sans surprise, sa fermeté. La nouvelle ministre de l'Intérieur britannique a averti que le Royaume-Uni suspendrait les visas des pays qui refusent de reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière. «Je ferai tout ce qu'il faut pour stopper les traversées en petits bateaux», a-t-elle déclaré, précisant vouloir aller «plus loin et plus vite» que sa prédécesseure, Yvette Cooper. Depuis son arrivée dans le gouvernement, Shabana Mahmood fait face à une situation migratoire qui s'accentue avec plus 30.000 migrants qui ont déjà traversé la Manche cette année, du jamais-vu. Un chiffre «totalement inacceptable», pour la ministre, qui appelle à une réponse ferme.
Au sein du «Five Eye», composé de cinq alliés anglo-saxons (États-Unis, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande), elle a évoqué une possible suspension des visas. «Pour les pays qui ne jouent pas le jeu, nous avons discuté de la manière dont nous pouvons agir de façon beaucoup plus coordonnée entre les pays des Five Eyes. Pour nous, cela inclut possiblement à l'avenir la suspension de visas, simplement pour dire que nous attendons des pays qu'ils respectent les règles : si un de leurs citoyens n'a pas le droit de rester chez nous, ils doivent le reprendre», a-t-elle déclaré, dans des propos relayés par le média en ligne The Independent .

NORVÈGE

300.000 Euros par habitant pour le fonds souverain

En Norvège, les débats politiques autour des dépenses publiques ont été alimentés par le succès du livre d'un économiste local.
La Norvège est-elle devenue trop riche? Dans le prospère pays scandinave, le succès d'un livre controversé secoue les débats politiques locaux, au moment où les Norvégiens votent pour des élections législatives très disputées.
Dans son ouvrage Le pays devenu trop riche, l'économiste norvégien Martin Bech Holte soutient que la dépendance de la Norvège à l'égard de sa richesse pétrolière et de son énorme fonds souverain a poussé le pays nordique dans un excès de confiance et une faible productivité, rapporte The Financial Times. Publié en janvier dernier, le livre s'est depuis écoulé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires en Norvège, au niveau de certains romans à succès, faisant de lui un véritable objet de débat public.
Alimenté par les énormes revenus énergétiques de la Norvège, le fonds souverain norvégien est le plus important fonds souverain au monde. Détenant des parts dans quelques 8.500 entreprises sur la planète, ce dernier pèse plus de 20.000 milliards de couronnes norvégiennes (un peu plus de 1.700 milliards d'euros) à l'heure actuelle.
Avec une population d'environ 5,6 millions d'habitants en Norvège, cela représente aujourd'hui plus de 300.000 euros par habitant.
Dans son livre, l'ex-directeur du bureau d'Oslo du cabinet de conseil McKinsey énumère des exemples d'importantes dépenses publiques malavisées, voire inutiles selon son point de vue, telles qu'un projet de métro reliant la capitale norvégienne à une péninsule voisine, dont le coût est six plus élevé que prévu, ou des allégements fiscaux accordés à des projets éoliens off-shore ou de champs pétroliers, sans lesquels ces derniers n'auraient pas été rentables, rapporte Bloomberg.
La Norvège est, en parallèle, confrontée à une sérieuse stagnation de la productivité depuis deux décennies, notamment dans les secteur industriels et technologiques, ainsi qu'à une inertie de l'innovation au sein des entreprises, souligne le quotidien financier américain. Par ailleurs, le pays scandinave affiche un niveau de dépenses dans le système éducatif parmi les plus élevés des pays de l'OCDE, alors que les résultats des élèves norvégiens se sont dégradés ces dernières années.

FRANCE

Le pays emprunte désormais plus cher que l'Italie à dix ans

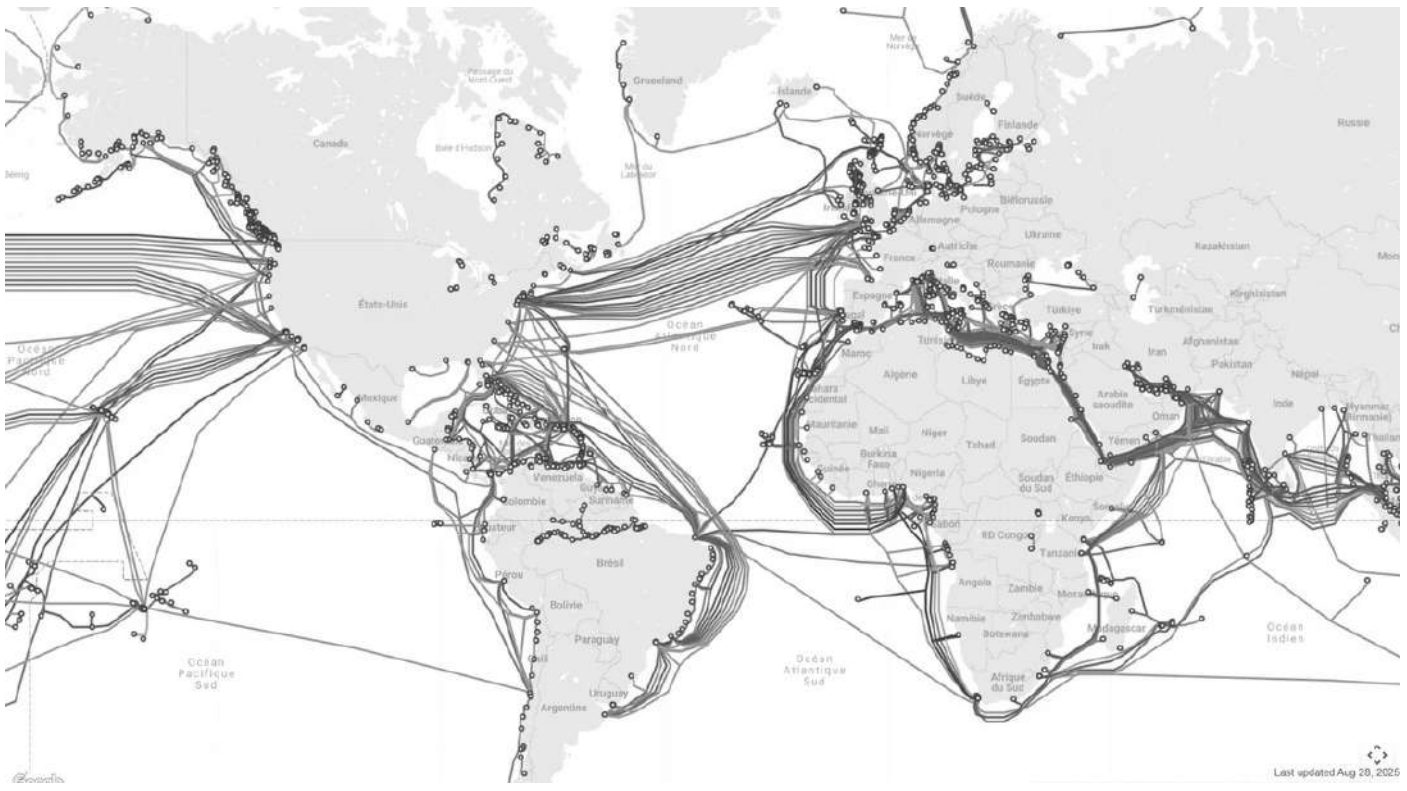
Au lendemain de la chute du gouvernement Bayrou, les courbes des taux auxquels Paris et Rome se financent se sont croisées. Tout un symbole.
Au lendemain de la chute du premier ministre à la suite du vote de confiance sollicité par lui-même, les courbes des taux auxquels la France et l'Italie empruntent à dix ans se sont croisées. Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt français à dix ans se situait mardi à 3,48 % vers 9h30, lorsque son équivalent italien était à 3,47%. L'événement, scruté depuis des semaines, signifie que pour se financer sur les marchés, la France emprunte désormais plus cher que l'Italie, ex-vilain petit canard des finances publiques européennes.
En exigeant de Paris une prime de risque plus importante sur les OAT à dix ans, les investisseurs prennent acte de la paralysie politique actuelle et, surtout, de l'incapacité chronique à consolider les comptes publics. Alors que François Bayrou souhaitait réduire le déficit public de 44 milliards d'euros en 2026 pour le ramener à 4,6 % du PIB, avec en ligne de mire un retour sous les 3 % en 2029, le vote de lundi à l'Assemblée nationale envoie le message qu'un tel objectif est inenvisageable. Contacté, le ministère de l'Économie et des Finances ne commente pas.
Le symbole est d'autant plus puissant que l'Italie incarnait encore récemment l'indiscipline budgétaire caractéristique des pays du sud de la zone euro. En 2011 et 2012, période financièrement trouble qui valut à l'Italie l'intervention de la BCE, les investisseurs prêtaient au taux de 7 %, bien au-dessus de celui de la France, alors à 3 %. Rome a beau encore afficher une dette supérieure (138 % du PIB) à celle de la France (114 %), ses efforts pour réduire son déficit public, qui se situe aujourd'hui à 3,5 %, sont récompensés, souligne l'économiste Christian de Boissieu.
« Les marchés sont impressionnés par l'ajustement du déficit public italien, et impressionnés en négatif par notre difficulté à réduire significativement le nôtre », constate-t-il. « Notre delta va dans, la bonne direction mais à la vitesse d'une tortue. » Malgré notre épargne record de 430 milliards d'euros qui constitue en soi une sécurité, « c'est notre instabilité politique qui est sanctionnée », considère pour sa part l'économiste Philippe Crevel.

CÂBLES SOUS-MARINS COUPÉS

Comment Microsoft a évité la catastrophe

Des câbles sous-marins endommagés en mer Rouge ont récemment perturbé le bon fonctionnement d'Internet. Microsoft a évité la panne générale en détournant le trafic vers d'autres routes. L'occasion d'expliquer simplement pourquoi ces « tuyaux » au fond de l'océan concernent votre quotidien — de la vidéo à la banque — et comment on protège le réseau mondial.

On les oublie parce qu'on ne les voit jamais. Pourtant, sans eux, pas de visioconférences, pas de séries en streaming, pas même de paiements en ligne entre continents. Ce week-end, des câbles sous-marins au large de la mer Rouge ont été endommagés, résultat : des ralentissements ici ou là, surtout pour le trafic entre l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe. Côté Microsoft Azure, pas de coupure massive : le groupe a réacheminé les données par d'autres chemins.
Cela a pu ajouter un peu d'attente pour certains, mais les services sont restés disponibles. Derrière ce « sauvetage » discret se cache un principe simple : multiplier les itinéraires pour qu'Internet continue de fonctionner, même quand une portion de son réseau a un souci.



Ces câbles sont les « autoroutes » d'Internet

Internet repose d'abord sur des câbles en fibre optique posés au fond des océans, qui relient les continents entre eux. L'immense majorité des données internationales passe par ces liaisons. Quand un câble est cassé ou abîmé, les données doivent prendre des détours : c'est un peu comme fermer une bretelle d'autoroute, tout le trafic se reporte ailleurs et ça ralentit.
Pourquoi cela vous concerne-t-il ? Parce que la plupart de nos usages voyagent loin : une vidéo que vous regardez peut venir d'un serveur à l'étranger, vos photos sont souvent sauvegardées dans des centres de données distants, vos paiements ou vos messages transitent par plusieurs pays. Moins de routes disponibles, c'est potentiellement plus d'attente pour ouvrir une appli, lancer une réunion ou jouer en ligne.
Rien de dramatique la plupart du temps, mais perceptible quand tout le monde emprunte les mêmes itinéraires.

Que s'est il passé, et comment Microsoft a évité la panne

Des portions de câbles en mer Rouge ont été sectionnées ou endommagées. C'est rare, mais pas inédit : ancres de navires, tremblements de terre, sabotage ou incidents techniques peuvent abîmer ces liaisons. Les réparations demandent du temps et des moyens lourds : localiser la casse, envoyer un navire spécialisé, remonter le câble, puis le réparer et le tester. Pendant ce temps, il faut continuer à faire circuler les données.
C'est là qu'intervient la redondance. Les grands acteurs comme Microsoft ne se reposent jamais sur une seule route. Ils disposent de chemins alternatifs et peuvent, un peu comme un GPS, recalculer l'itinéraire quand il y a un obstacle. Sur Azure, cela s'est traduit par un réacheminement du trafic via d'autres câbles et points d'atterrissement.
Pour les utilisateurs, la plupart des services sont restés accessibles ; on a surtout constaté des temps de réponse un peu plus longs dans les zones les plus touchées.
Ce n'est pas magique : détourner le trafic peut créer des embouteillages temporaires ailleurs. Mais cela évite le « tout à l'arrêt ». Et plus il existe de routes et de centres de données, plus l'impact est limité. C'est précisément pour cela que les géants du cloud investissent dans de nouveaux câbles et multiplient les points d'entrée sur les continents — y compris en Europe.
Des câbles abîmés, et pourtant Internet continue de tourner : l'épisode rappelle que le réseau mondial est à la fois robuste et fragile.
Robuste, grâce aux itinéraires de secours ; fragile, parce qu'un incident local peut se faire sentir à des milliers de kilomètres.
La vraie question est simple : faut-il investir encore plus dans les routes alternatives pour que ces perturbations deviennent totalement invisibles ?
Avez-vous remarqué un ralentissement ces derniers jours sur une appli, une vidéo, un jeu ?

OpenAI va dépenser une somme phénoménale d'ici 2029

La société à l'origine de ChatGPT va beaucoup dépenser dans les prochaines années. Un chiffre qui devrait dépasser les 100 milliards de dollars en quelques années.
L'intelligence artificielle est devenue LA technologie à la mode depuis la sortie à la fin 2022 de ChatGPT. Depuis, tout le monde veut s'y mettre, ce qui permet aux sociétés spécialisées d'effectuer des levées de fonds incroyables, et d'afficher des valorisations records, comme on a encore pu le voir avec Anthropic. Mais les montants exceptionnels que l'on découvre semblent répondre à un besoin gigantesque, comme on le voit avec OpenAI.

115 milliards de dollars de dépenses au programme

L'IA cette année, ce sont les chiffres fous qui s'accumulent, que ce soit dans les projets de dépense pour construire des infrastructures (comme les data centers) ou bien les salaires phénoménaux que les meilleurs chercheurs du domaine se voient proposer. Et c'est aussi, comme on l'apprend avec ce renseignement du média anglophone The Information, celui dans le domaine des dépenses.
En effet, d'après ce dernier, OpenAI s'attend à voir ses dépenses s'envoler dans les prochaines années, et atteindre au total d'ici à 2029 les 115 milliards de dollars. Une hausse des dépenses qui n'était pas autant attendue de la part de la firme de Sam Altman.

OpenAI a fortement revu à la hausse des prévisions

Car, The Information nous apprend que cette nouvelle projection est tout simplement supérieure de 80 milliards de dollars à ce qui avait été envisagé précédemment. Et le dépassement de ces projections sera de plus en plus élevé au fil du temps. Les dépenses d'OpenAI seront ainsi finalement de 8 milliards de dollars en 2025 (1,5 milliard de dollars de plus que prévu initialement), puis de plus de 17 milliards de dollars l'année suivante (correspondant à une augmentation de 10 milliards de dollars par rapport aux prévisions). Enfin, les dépenses d'OpenAI devraient être de 35 milliards de dollars en 2027 et de 45 milliards en 2028. Les financiers tiendront-ils la cadence ?

Brèves

Anthropic transige sur les droits d'auteurs

L'éditeur de l'assistant IA Claude a accepté de payer 1,3 Md$ pour mettre fin à un procès sur les violations de droit d'auteur. Les plaignants, des éditeurs et des auteurs, accusaient la société d'avoir utilisé leurs livres pour entraîner ses modèles d'IA. Pour sa défense, Anthropic avait mis en avant l'usage équitable des ouvrages piratés nécessaire pour la formation de ses LLM. Face à un risque de procédure longue et coûteuse, il a préféré accepter une négociation pour clore l'action judiciaire. Les avocats des plaignants estiment que cet accord créera un précédent pour d'autres affaires similaires.

Fivetran rachète Tobiko Data

L'éditeur en solutions d'extraction, transformation et chargement des données (ETL) a acquis la société Tobiko Data à l'origine des produits open source de SQLMesh et SQLGlot. Ces outils proposent aux développeurs de tester, valider et déployer plus vite les mises à jour tout en réduisant les coûts. SQLMesh est un framework qui promet aux data scientists et aux administrateurs de construire des pipelines appropriés et efficaces avec des outils intégrés pour la transformation des données, les tests et la collaboration. Et grâce à la bibliothèque d'analyse SQLGlot, créée par Tobias Mao, co-fondateur et CTO de Tobiko Data que nous avions rencontré en 2024, SQLMesh comprend le langage SQL, au lieu de le traiter comme un morceau de texte. « Nous avons créé la société pour rendre la transformation de données plus collaborative, transparente et prévisible. En rejoignant Fivetran, nous allons développer ces capacités à l'échelle mondiale et aider les clients à transformer la gestion des données en atout », explique Tyson Mao, également co-fondateur de Tobiko Data aux côtés d'Iaroslav Zeigerman. Ce rachat de Fivetran fait suite à celui de Census en mai dernier pour se renforcer dans le reverse ETL.

CUPRA TINDAYA

Le show car qui nous emmène dans le futur de la marque

Au salon IAA Mobility de Munich, Cupra présente le Tindaya, un show car spectaculaire qui porte le nom d'une montagne volcanique de Fuerteventura, aux Canaries. Avec son design radical, son intérieur "phygital" centré sur le conducteur et ses matériaux durables, il incarne la vision du futur de la marque.

Le Salon de Munich 2025 vient d'ouvrir ses portes ce lundi 8 septembre à la presse, une journée avant d'ouvrir au public. L'occasion de découvrir les nouveautés qui seront sur nos routes dans les mois à venir… et ceux qui annoncent un futur un peu plus lointain. C'est le cas chez Cupra, avec le concept car Tindaya. Avec son nom qui vient d'une montagne volcanique de Fuerteventura, deuxième plus grande île des Canaries, il symbolise la vision du constructeur espagnol. Long de 4,72 m et posé sur des jantes de 23 pouces, ce show car, qui ressemble à un SUV sportif, combine une posture athlétique, des proportions audacieuses et un design anguleux, un peu torturé, qui n'a rien à envier à certaines Lamborghini. Malgré cette agressivité presque exagérée à l'extérieur, on reconnaît immédiatement la touche Cupra. Et on pourrait presque se prendre à imaginer le futur modèle de série qui en découlerait. Et qui, comme sa silhouette fastback ne le laisse pas présager, placerait ce modèle tout en haut de la gamme, au-dessus d'un Tavascan de 4,64 m de long.

Habitacle "phygital" et inspiration gaming

À l'intérieur, le concept Tindaya présente un cockpit presque totalement centré sur le conducteur. Le "Driver Axis" réunit un tableau de bord sculpté autour d'un écran de 24 pouces et d'un volant inspiré autant de la course que du gaming. La console centrale se veut être comme une colonne vertébrale et traverse l'habitacle d'avant en arrière. Au centre de celle-ci, "The Jewel", un prisme en verre qui incarne le cœur du système. Il ajuste les modes de conduite, l'ambiance lumineuse et sonore, et transforme l'expérience à bord en interaction sensorielle. En jouant aussi bien sur le physique que le digital, Cupra présente une approche "phygitale" de l'espace à bord. La configuration 2+2 places est révélée par des portières à ouverture antagoniste, et les sièges sont eux des réinterprétations modernes des fameux fauteuils Lounge du designer Eames.

Matériaux durables et vision d'avenir

Le Tindaya se distingue aussi par son approche des matériaux et des couleurs. À l'extérieur, sa carrosserie mate passe d'un gris profond à un beige chaud, censés rappeler l'océan et la montagne. À l'intérieur, la fibre de lin Bcomp, le cuir végan et les microfibres en bronze ciré montrent l'engagement de Cupra envers une approche plus durable. L'expérience numérique complète ce tableau futuriste : grâce au Cupra Monitor+ et au Cupra Radar, le conducteur bénéficie d'affichages évolutifs, d'assistances à la conduite et d'un lien direct avec la Cupra Tribe, une communauté de conducteurs. "Le show car Cupra Tindaya est (...) une déclaration radicale, une expression audacieuse de notre langage stylistique", annonce Markus Haupt PDG de Cupra.

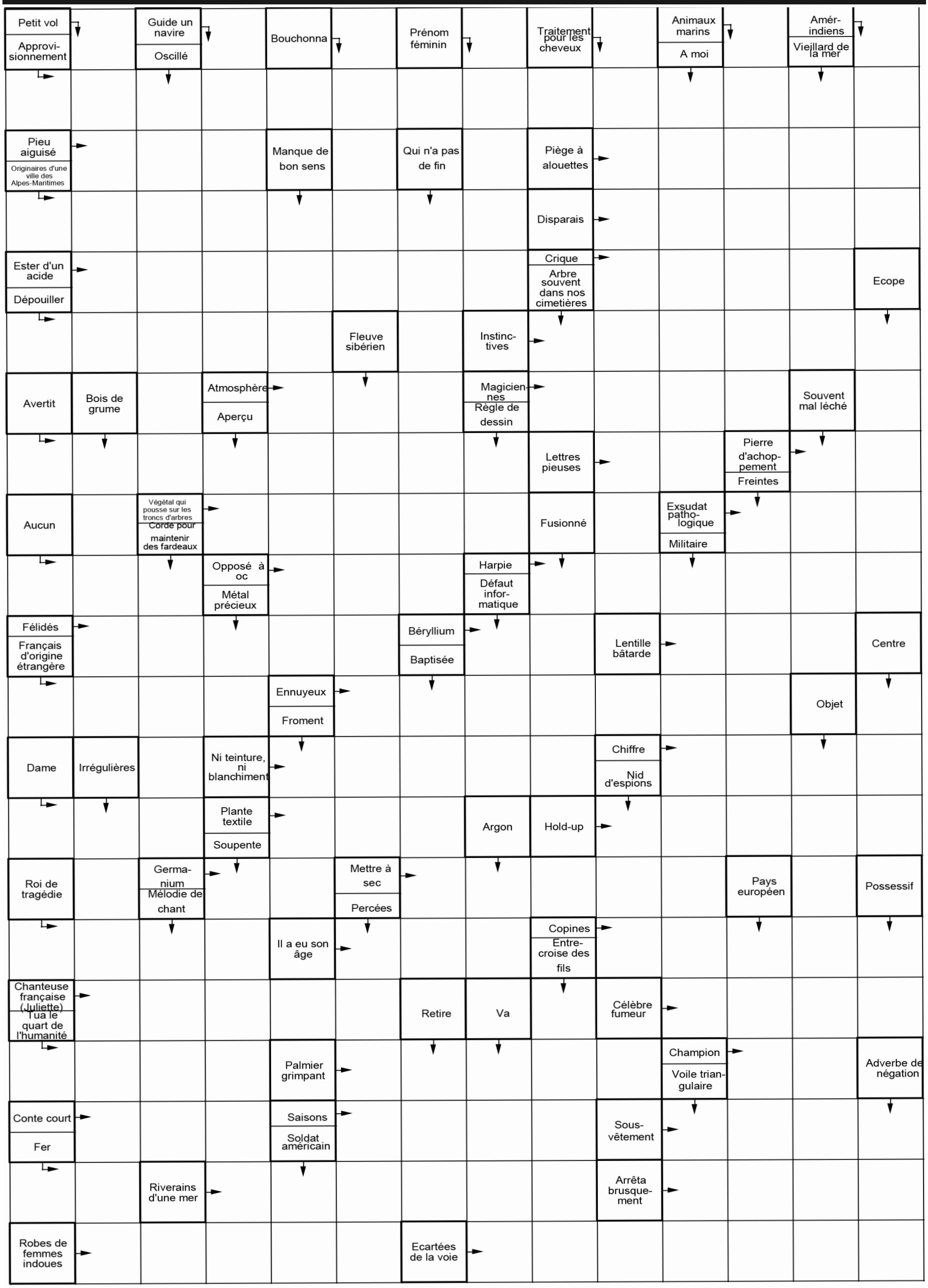
POLESTAR 5

la GT électrique passe du concept à la route

La Polestar 5 transpose à la série une vision claire : ligne de coupé quatre portes épurée, cockpit 4+1 soigné, plateforme aluminium inédite, architecture 800 V et moteurs costauds. Une GT qui mise sur la rigueur plutôt que l'esbroufe.
La Polestar 5 reprend l'esprit du concept Precept et l'applique à une grande routière électrique à quatre portes. Cap sur l'essentiel : une silhouette travaillée pour l'air, un habitacle dépouillé mais technique, une base mécanique dédiée et une approche matérielle documentée. La 5 entend veut s'installer au sommet de la gamme… sans effets de manche.
Dans la transposition de série ddu concept Precept, l'équipe a conservé l'essentiel : volumes modernes et minimalistes, surfaces tendues et arrière Kamm. Le nez plongeant intègre la SmartZone (capteurs ADAS) et des projecteurs Pixel LED à la signature en « double L » inaugurée par la Polestar 4. La jonction roue–capot est raccourcie par une géométrie de suspension avant spécifique, donnant à la proue une compacité visuelle rare sur une GT de 5,00 m.
Le profil reste aliforme, vitres affleurantes et poignées rétractables à l'appui, pour un Cx de 0,24 (Dual Motor). La hauteur contenue (1,42 m) est rendue possible par le recul de la traverse de toit arrière et l'usage d'une caméra à la place de la lunette arrière (comme sur la Polestar 4). Cet artifice libère l'espace au-dessus des passagers. La proue arbore une signature lumineuse transversale couplée à des prises d'air latérales et un diffuseur intégré. Six teintes sobres seront proposées, dont deux mates (Storm et Magnesium), pour coller au parti pris scandinave.
La 5 revendique une configuration 4+1 : deux places arrière privilégiées (accoudoir bas, dossiers inclinables individuellement) et une assise médiane d'appoint. Les sièges Recaro abaissent le point H et combinent maintien et confort. L'assise arrière profite d'un artifice structurel – le "foot garage" dans la batterie, qui consiste à répartir les cellules sous les assises pour libérer l'espace où vous posez vos pieds – pour obtenir une position de jambes naturelle.
Côté interfaces, la logique est claire : un écran conducteur de 9" monté sur la colonne, un affichage tête haute 9,5", et un écran central vertical

14,5" sous Android Automotive avec Google Built-in. Une molette rotative centrale pilote le multimédia ; quatre « tuiles » dynamiques permettent d'accéder aux fonctions clés sans fouiller les menus. Minimaliste mais raffinée, l'ambiance est soignée avec un éclairage d'ambiance linéaire et une suppression active du bruit de roulement.
Les matériaux suivent une logique de traçabilité et de recyclabilité : renforts en fibres naturelles BComp ampliTex (jusqu'à 40 % plus léger qu'un plastique), NFPP dans les bas de portes, Econyl pour les tapis, PET recyclé pour le pavillon. Le coffre arrière affiche 365 l et le frunk 62 l.
La Polestar Performance Architecture (PPA) repose sur un aluminium thermocollé (extrudé, embouti, moulé) conjuguant légèreté et rigidité ; 13 % d'aluminium recyclé, 83 % issu de fonderies alimentées en électricité renouvelable. Elle adopte une suspension avant à double triangulation compacte, une crémaillère placée devant l'essieu, des étriers Brembo 4 pistons pinçant des disques avant 400 mm en deux parties (gain d'env. 12 kg de masses non suspendues).
Deux variantes moteur :sont proposées Dual Motor (550 kW/748 ch pour 812 Nm) et Performance (650 kW/884 ch pour 1015 Nm). Le moteur arrière développé en interne contribue seul à hauteur de 450 kW/612 ch avec un couple de 660 Nm dans la version Performance.
Chronos annoncés : 0–100 km/h en 3,9 s (Dual Motor) et 3,2 s (Performance). 250 km/h en vitesse maxi limitée. Le châssis se complète d'un amortissement BWI passif (Dual Motor) ou BWI MagneRide (Performance), capable d'adapter la loi d'amortisseurs en 3 ms (analyse jusqu'à 1 000 Hz).
Côté autonomie, la Dual Motor revendique jusqu'à 670 km WLTP, la Performance jusqu'à 565 km WLTP.
Le désaccouplement ponctuel du moteur arrière vise à réduire les pertes en croisière, au bénéfice de l'autonomie réelle.
La Polestar 5 Dual Motor (550 kW, 812 Nm) s'affiche à 121.900 € (tarif indicatif), la Polestar 5 Performance (650 kW, 1 015 Nm) à 145.300 € (tarif indicatif). Les commandes en ligne débutent le 8 septembre 2025 sur les marchés de lancement initiaux.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 10 septembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 66 dollars

Les cours du pétrole sont en hausse mardi, à plus de 66 dollars, portés par des facteurs géopolitiques. Dans la matinée, Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,97 % à 66,66 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, gagnait 1,04 % à 62,91 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

42 morts et 1942 blessés en une semaine

Quarante-deux (42) personnes sont décédées et 1942 autres ont été blessées dans 1558 accidents de la route, survenus durant la période du 31 août au 6 septembre 2025 à travers le pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 4 morts et 8 blessés dans 6 accidents, précise la même source. Durant la même période, le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a effectué 3633 interventions pour le sauvetage de 2827 personnes d'une mort certaine, la prise en charge de 1053 autres sur les lieux et l'évacuation de 161 vers les structures sanitaires locales, déplorant toutefois 8 cas de mort par noyade en mer et 7 autres dans des réserves d'eau. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2692 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (268 incendies), Annaba (152) et Blida (142). D'autre part, le dispositif mis en place pour la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 180 incendies à travers plusieurs wilayas du pays.

ATTAQUE SIONISTE CONTRE DES DIRIGEANTS DU HAMAS À DOHA

L'Algérie condamne

L'Algérie a condamné vigoureusement l'agression sioniste ignoble ayant ciblé, mardi, la capitale qatarie Doha, exprimant sa pleine et entière solidarité avec l'Etat du Qatar frère dans cette conjoncture exceptionnelle qu'il traverse, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. "L'Algérie condamne et dénonce vigoureusement l'agression israélienne ignoble qui a ciblé, ce jour, la capitale qatarie Doha, et exprime sa pleine et entière solidarité avec l'Etat du Qatar frère dans cette conjoncture exceptionnelle qu'il traverse", lit-on dans le communiqué. "L'extension, par l'occupation israélienne, du champ de ses agressions multiformes et tous azimuts et le ciblage de l'équipe de négociateurs chargés de mettre fin à l'agression contre Ghaza, prouvent au monde entier que l'occupant n'aspire pas à la paix, qu'il ne connaît pas de limites dans sa brutalité et son arrogance et qu'il ne se soucie nullement des valeurs, règles et principes les plus élémentaires auxquels adhèrent les pays du monde ", ajoute la même source. "Face à cette situation extrêmement grave, la communauté internationale doit prendre conscience de l'impérieuse nécessité d'assumer toutes les responsabilités qui lui incombent pour dissuader l'occupant israélien, mettre un terme à ses crimes contre les Palestiniens et réfréner son escalade qui entraîne toute la région dans une spirale d'insécurité et d'instabilité sans fin", conclut le communiqué.

EDITORIAL DE LA REVUE EL DJEICH

Pour un continent sûr, stable et prospère

Synthèse R.N.

De par son poids économique et sa dynamique de développement, l'Algérie continue de consolider sa position d'acteur clé dans le processus de développement et d'intégration africains, en accueillant en ce mois de septembre la quatrième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025).

Ce rendez-vous majeur reflète l'engagement de notre pays et ses efforts constants pour renforcer les échanges commerciaux intra-africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), avec des retombées positives attendues sur le développement économique et social des pays et des peuples du continent, souligne l'éditorial du dernier numéro de la revue El Djeïch.

L'Algérie, qui est la troisième économie africaine et qui aspire à être à l'avant-garde des économies de l'Afrique dans les prochaines années, sera en mesure, selon nombre d'experts économistes, de contribuer efficacement à l'accélération du rythme de l'intégration commerciale et économique du continent, grâce à ses potentialités économiques et à ses aptitudes compétitives.

Troisième économie du continent, l'Algérie aspire à rejoindre rapidement le peloton de tête des économies africaines. Ses potentialités économiques, sa compétitivité et surtout sa situation géostratégique unique, entre Méditerranée et profondeur africaine, lui permettent de jouer un rôle pivot dans les échanges, ouvrant à la fois les marchés européens et africains. Cette double appartenance conforte sa position de puissance émergente et d'acteur clé du développement. L'Algérie ne s'inscrit pas seulement dans une logique de commerce et d'investissements. Son engagement s'appuie sur une profondeur historique et politique. Hier soutien indéfectible aux mouvements de libération nationale sur le continent, elle demeure aujourd'hui un partenaire de confiance, fidèle aux causes justes, notamment la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. À travers sa présence active dans les mécanismes de l'action africaine commune, elle réaffirme qu'elle est et restera une voix qui porte les aspirations des peuples du continent. C'est dans ce sens que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a invité les dirigeants africains participant à l'IATF 2025 à faire de cette rencontre un « nouveau départ », une étape vers une Afrique « forte, solidaire et prospère ».

Selon lui, il appartient désormais au continent de produire sa propre nourriture, de valoriser ses richesses et de prendre toute la place qui lui revient dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Une vision claire, tournée vers l'autonomie, le développement et la souveraineté économique.

L'action de l'Algérie ne se limite pas au champ économique. Convaincue que la paix et la sécurité sont des conditions indispensables au développement, elle déploie de grands efforts pour consolider la stabilité régionale. La multiplication des foyers de tension, des crises, du terrorisme et de la criminalité transnationale impose une réponse collective. L'Algérie y contribue activement à travers plusieurs mécanismes opérationnels africains : la Commission des services de sécurité et de renseignement de l'Union africaine (CISSA), Afripol, le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC), le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT), ainsi que la Force africaine en attente et ses composantes régionales. Le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a d'ailleurs rappelé récemment que ces engagements traduisent la détermination indéfectible de l'Algérie à renforcer les mécanismes de paix et de sécurité du continent, conformément aux objectifs stratégiques de l'Union africaine.

L'élection récurrente de l'Algérie au Conseil de paix et de sécurité de l'UA, sa vice-présidence de la Commission de l'organisation continentale et ses responsabilités dans la coordination de la lutte contre le terrorisme témoignent de la confiance placée en elle par ses partenaires africains. L'approche algérienne est globale et équilibrée. Elle conjugue diplomatie active, coopération sécuritaire, développement durable et attachement aux principes fondamentaux du respect de la souveraineté des États, de la non-ingérence et du bon voisinage. Elle s'appuie aussi sur une solidarité africaine concrète, qui vise à faire émerger une Afrique unie, stable et prospère.

En somme, la place de premier plan qu'occupe aujourd'hui l'Algérie sur la scène africaine est le fruit d'une stratégie cohérente, qui combine puissance économique, engagement sécuritaire et diplomatie de principe. Elle traduit la volonté de notre pays de rester un acteur fiable, écouté et respecté, porteur d'une vision panafricaine ambitieuse, au service de la stabilité et du développement du continent.

AIR ALGÉRIE

Des perturbations de et vers la France en raison d'un préavis de grève des contrôleurs aériens français

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé, mardi dans un communiqué, que ses vols de et vers la France connaîtront des perturbations, voire des annulations, demain mercredi, en raison d'un préavis de grève des contrôleurs aériens français. "Suite à un préavis de grève du contrôle aérien en France, d'importantes perturbations avec risque d'annulation affecteront les vols programmés le mercredi 10 septembre 2025 de et vers la France", explique la compagnie, invitant ses clients à contacter son Centre d'appel, joignable au 3302 (depuis l'Algérie) pour toute information complémentaire. Air Algérie a également assuré sa clientèle de son "plein engagement" à les accompagner jusqu'à la fin de cette situation indépendante de sa volonté.

UNIVERSITÉ

Baddari préside une réunion consacrée au lancement de nouvelles spécialités de pointe

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a présidé, mardi à Alger, une réunion consacrée au lancement de nouvelles spécialités de pointe, en phase avec les besoins nationaux et les évolutions internationales dans le domaine des technologies avancées, indique un communiqué du ministère. M. Baddari s'est réuni, mardi au siège du ministère, avec les directeurs des établissements universitaires du Pôle scientifique et technologique "chahid Abdelhafid-Ihaddaden" à Sidi Abdellah (Alger), et les directeurs des centres de recherche, précise la même source qui a souligné que la rencontre a été consacrée "au lancement de nouvelles spécialités de pointe à l'Ecole nationale supérieure de technologie (ENST), et à l'Ecole nationale supérieure des systèmes autonomes (ENSSA), ainsi qu'à L'Ecole nationale de Cybersécurité ". Cette initiative s'inscrit "en phase avec les besoins nationaux et les évolutions internationales dans le domaine des technologies modernes de pointe et avancées et des technologies de l'information et de la communication (TIC)", a ajouté la même source. La réunion a également porté sur d'autres points relatifs à "l'examen d'un projet de contrats de recrutement au profit des étudiants diplômés des écoles supérieures de Sidi Abdallah, la fixation du 12 octobre prochain comme date officielle du lancement de la formation de master en systèmes anti-drones, la création de nouveaux espaces de services pour les étudiants au pôle scientifique et technologique "chahid Abdelhafid-Ihaddaden" à Sidi Abdallah, ainsi que l'acquisition d'équipements scientifiques spécialisés de pointe au profit des étudiants du pôle".